

ZOOMMED

Rapport Annuel 2013



LE RÉSEAU DE COMMUNICATION DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ AU SERVICE DU PATIENT

AU PROFIT DU PATIENT...

ZoomMed vient de connaître son année la plus profitable. Cependant, le plus grand bénéficiaire des succès de ZoomMed demeure le patient.

Ainsi, plus ou moins consciemment, le patient est devenu le plus grand promoteur du Réseau de Communication ZoomMed en étant un participant actif et décisionnel à ses propres soins de santé :

- ▶ Le patient veut être pleinement informé et connaître toutes ses options ;
- ▶ Il exige que les professionnels de la santé, associés à son dossier, soient pleinement informés et se partagent leurs informations ;
- ▶ Il veut optimiser le ratio coûts/bénéfices des programmes préventifs et thérapeutiques qui lui sont offerts ;
- ▶ Il sait maintenant mieux reconnaître les professionnels qui sont à la fine pointe technologique et recherche prioritairement leurs services.

Les professionnels de la santé sont de plus en plus sensibles à cette nouvelle réalité et conscients que le Réseau de Communication ZoomMed est l'outil idéal pour y répondre.



TABLE DES MATIÈRES

Profil.....	2
Message aux actionnaires.....	3
Au profit du patient.....	6
Nos produits.....	8
Rapport de gestion par la direction.....	10
Rapport de la direction.....	27
Rapport financier consolidé.....	29
Renseignements corporatifs.....	59

PROFIL



ZoomMed et ses filiales se consacrent au développement et la commercialisation d'une gamme étendue d'applications informatiques destinées aux professionnels de la santé. ZoomMed construit et exploite le *réseau de communication ZoomMed*, un réseau interopérable d'échange d'informations cliniques entre les médecins et l'ensemble des autres intervenants du secteur de la santé, tels que les pharmaciens, spécialistes, compagnies pharmaceutiques, laboratoires, cliniques spécialisées, assureurs privés, employeurs et autres.



"L'élément déclencheur de ce réseau est le Prescripteur ZRx de ZoomMed."

L'amélioration de la communication et de la gestion qui s'ensuit rehausse l'efficacité du système de soins de santé et permet aux patients d'obtenir un service plus rapide et plus sécuritaire.

Les actions de la société sont inscrites à la bourse de croissance du TSX sous le symbole ZMD.





MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Chers actionnaires, clients et employés de **ZoomMed**,

« Les gagnants ne lâchent jamais et les lâcheurs ne gagnent jamais ». Cette fameuse citation de Vince Lombardi, légendaire instructeur des Packers de Greenbay, reflète parfaitement la philosophie que j'ai toujours voulu inculquer à notre entreprise. Je le mentionnais déjà dans mon message de l'an dernier, il est important, pour les organisations visionnaires, d'avoir les convictions et les déterminations nécessaires pour garder le cap, alors que plusieurs trouvent le chemin trop long et difficile.

Aussi, me fait-il particulièrement plaisir de vous annoncer que **ZoomMed** vient de connaître la plus belle année de sa jeune histoire. Non seulement l'entreprise est-elle devenue profitable, mais elle vient de prendre un tournant déterminant pour son avenir. Au Canada, nous avons complété l'architecture du **réseau de communication ZoomMed** avec les assureurs comme parties prenantes supplémentaires de ce réseau. Aux États-Unis, nous avons établi les fondations d'une coentreprise qui assurera le déploiement des solutions de **ZoomMed** dans ce marché vaste et lucratif.

Je vous laisserai découvrir, dans la section « Rapport de gestion par la direction », les détails de l'impressionnant revirement financier que nous avons effectué en cours d'année. Laissez-moi toutefois vous guider à travers les grandes orientations et les choix stratégiques qui sont à la base de l'éclosion de **ZoomMed** et de son avenir prometteur. Ce qui s'est passé cette année n'est que la fondation de ce que nous voulons construire au cours des prochaines années.

VERS LA PLEINE RÉALISATION DU RÉSEAU DE COMMUNICATION ZOOMMED

Les dirigeants de **ZoomMed** ont été parmi les tout premiers à avoir une vision éclairée d'un réseau médical interopérable. Ayant été impliqués antérieurement dans le développement de solutions informatiques sectorielles pour différents établissements et professionnels de la santé, il est rapidement devenu évident que le principal problème du réseau de soins de santé n'était pas le manque d'informations, mais plutôt l'absence de partage et d'accessibilité fonctionnelle à ces informations. Quelques organisations ont fait la même constatation, mais ce qui a démarqué le **réseau de communication ZoomMed** des autres initiatives du genre, c'est son approche simple et efficace qui priorise les prises de décisions cliniques des professionnels, au dépend d'une approche plus bureaucratique à des fins de statistiques et de contrôle. C'est cette approche pragmatique qui explique la rapide adoption du **réseau de communication ZoomMed** par les professionnels de la santé.

LES NOUVEAUX PATIENTS

Au cours de la dernière année, plusieurs de ces professionnels nous ont fait part de l'évolution de l'attitude et des attentes de leurs patients. Ces derniers sont devenus des participants de plus en plus impliqués dans leur propre plan de soins, tant au niveau préventif que thérapeutique. Ils sont mieux informés sur les problèmes de santé qui les affectent, par l'utilisation de l'internet, et veulent l'être encore plus. Ils exigent de leurs soignants qu'ils soient, non seulement à la fine pointe de l'information relative à leur pathologie, mais qu'ils aient aussi accès à toute l'information spécifique de leur dossier médical personnel, accumulée à travers les années dans différents établissements et cabinets de professionnels. Ces nouveaux patients veulent aussi optimiser le ratio coûts/bénéfices des programmes préventifs et curatifs qui leurs sont offerts et administrés. Ils veulent connaître leurs options et comprendre les choix proposés par leurs professionnels. Enfin ces nouveaux patients savent de plus en plus reconnaître les professionnels qui sont à la fine pointe technologique et qui peuvent répondre à leurs attentes. Ils choisissent leurs professionnels en conséquence.

Les professionnels de la santé nous ont avoué être de plus en plus sensibles à cette réalité et voient, dans le **réseau de communication ZoomMed**, un outil idéal pour y répondre. Ainsi, ces nouveaux patients sont-ils devenus, plus ou moins consciemment, les plus grands promoteurs du **réseau de communication ZoomMed**? Ils ont raison de l'être, lorsque l'on considère toutes les retombées positives pour eux de l'utilisation par leurs professionnels de notre réseau. En ce sens, **ZoomMed** a recherché, au cours des dernières années, à orienter la finalisation de son réseau de façon à maximiser les bénéfices pour ces nouveaux patients. Ces bénéfices sont déjà très nombreux, tels que nous les avons illustrés dans un tableau du présent rapport annuel.





MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

UNE PLATEFORME NEUTRE ET UNIVERSELLE

Au cours des années, une pléthore de solutions informatiques sectorielles et spécialisées a été implantée à grands coûts. Plusieurs répondent très bien aux besoins spécifiques de leurs utilisateurs. **ZoomMed** a, quant à elle, progressivement évolué d'un rôle de concepteur d'applications technologiques pour les professionnels de la santé, vers un rôle plus global d'opérateur d'une plateforme transactionnelle multifonctionnelle reliant les professionnels et établissements utilisant des technologies différentes et variées. À cette fin, **ZoomMed** a continué de multiplier les ententes avec les développeurs d'applications et fournisseurs de technologie les plus présents dans le réseau de la santé. C'est d'ailleurs pour faciliter ces ententes que **ZoomMed** a continué à faire les choix technologiques qui maximisent la neutralité et l'universalité de sa plateforme, de façon à la rendre facilement accessible et interfacée aux différentes applications présentement utilisées dans le réseau.

LES ASSUREURS VIENNENT S'INTÉGRER AU RÉSEAU DE COMMUNICATION ZOOMMED

Une vie humaine n'a pas de prix, mais il est devenu évident que les contraintes économiques et budgétaires du réseau de la santé coûtent des vies. D'où la nécessité pressante d'optimiser le nombre et la qualité des soins qui peuvent être offerts dans le contexte réel de ces contraintes. Les régimes d'assurance gouvernementaux exercent de plus en plus une gestion active et serrée de leurs programmes et prennent des ententes avec les fabricants pharmaceutiques dont les régimes privés ne bénéficient toutefois pas. Or, les régimes privés sont en grande partie financés par les employeurs, qui exigent des assureurs une gestion éclairée des coûts de santé pour maximiser les soins à leurs employés, tout en assurant la survie à long terme du régime. En ce sens, **ZoomMed** a développé, en cours d'année, des nouveaux outils pour son réseau. Il s'agit de solutions de gestion des produits pharmaceutiques qui soutiennent l'aide à la décision des assureurs et des employeurs dans la conception de leurs régimes d'assurance-médicaments. Ainsi ces derniers se joignent, via le **réseau de communication ZoomMed**, aux professionnels de la santé afin de se partager l'information nécessaire pour assurer aux patients des choix éclairés quant aux soins préventifs et curatifs qui s'offrent à eux.

UNE COENTREPRISE AUX ÉTATS-UNIS IMPLIQUANT DE NOUVEAUX PRODUITS, DES NOUVEAUX PARTENAIRES ET DES NOUVEAUX MARCHÉS

ZoomMed avait déjà clairement établi sa priorité de pénétration du vaste et lucratif marché américain, avec son approche et ses produits qui étaient parfaitement adaptés à ce marché, tant du point de vue technologique que philosophique. Pour pénétrer ce marché, avec ses 550 000 médecins et 4 milliards de prescriptions par année, soit dix fois la taille du marché canadien, **ZoomMed** avait privilégié une stratégie de distribution en partenariat avec des joueurs majeurs déjà bien établis. Cette stratégie s'est concrétisée sous la forme d'une coentreprise américaine, EvEMR inc., détenue à 50 % et basée à Washington, D.C. Cette dernière commercialise déjà à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale, lequel système a été développé en sous-contrat par **ZoomMed**.

De plus, en cours d'année, **ZoomMed** a conclu avec EvEMR un accord de licence exclusive concernant les droits de distribution, de licence et de sous-licence du **Prescripteur ZRx** aux États-Unis. Cette entente a, non seulement généré un revenu de 3,6 millions de dollars pour l'exercice financier 2013, mais a aussi consolidé sa participation dans l'exploitation future de la coentreprise, ainsi que les retombées financières qu'elle générera.

Je demeure convaincu que cet accord offre, non seulement des retombées économiques à court terme, mais permettra en plus de propulser avantageusement les solutions de soins de santé de **ZoomMed** et de EvEMR auprès de ce vaste marché américain, ce qui se traduira par des retombées économiques positives à long terme pour tous les actionnaires de **ZoomMed**. La présence de EvEMR sur le territoire américain, l'expertise des partenaires, ainsi que son équipe de direction seront définitivement des éléments clés stratégiques supplémentaires à notre succès.





MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

La signature de cet accord porte déjà ses fruits. La gamme de produits de EvEMR, qui inclut maintenant le « **Prescripteur ZRx** », a reçu un accueil exceptionnel lors de l'assemblée annuelle de l'Association des Psychiatres Américains (APA), tenue à San Francisco, Californie, en mai 2013. L'APA représente plus de 33 000 médecins psychiatres, provenant des États-Unis et à travers le monde. Grâce à cette entente, le **Prescripteur ZRx** atteint de nouvelles frontières.

Le bilan de notre pénétration du marché américain est donc à la fois positif et prometteur. Nous avons conclu une entente de distribution avec un partenaire très stratégique sous la forme d'une coentreprise, dans laquelle nous avons un intérêt économique de 50 %. Nous bénéficierons donc, de façon substantielle, de l'exploitation du marché américain avec les produits combinés de **ZoomMed** et de EvEMR. Autre avantage non négligeable : EvEMR continuera à représenter une source intéressante de sous-contrats de développement de nouveaux produits pour **ZoomMed**, compte tenu de l'expertise technologique pointue dont nous bénéficions.

REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements iront cette année à nos merveilleux employés et je suis certain que vous vous joignez à moi pour le faire. En effet, nous n'aurions jamais pu atteindre les objectifs ambitieux que nous nous étions fixés pour cette année historique, sans que nos employés déploient des efforts exceptionnels et poussent à la limite leurs talents et leur créativité. Ils ont livré une gamme impressionnante de produits dans des délais très serrés. En plus de poursuivre le développement et le service, pour les produits du **réseau de communication ZoomMed**, ils ont réalisé avec brio les importantes ententes de sous-contrat pour notre nouvelle coentreprise américaine EvEMR.

Nous sommes aussi très reconnaissants envers les professionnels de la santé, nos clients et partenaires du secteur de la santé qui nous font confiance en utilisant le **réseau de communication ZoomMed** comme outil de travail et plateforme privilégiée d'échange d'informations entre eux.

Enfin, chers actionnaires, votre confiance est essentielle pour que nous puissions poursuivre sur notre lancée et capitaliser sur les fondations américaines que nous avons mises en place cette année. L'avenir est prometteur et nous sommes confiants qu'il saura récompenser ceux qui ont cru patiemment à notre vision et qui continuent à nous faire confiance.

Le président et chef de la direction,

Yves Marmet



AU PROFIT DU PATIENT

CHAQUE PARTICIPANT DANS LE CONTINUUM DES SOINS DE SANTÉ BÉNÉFICIERA DES RETOMBÉES POSITIVES PROVENANT DU RÉSEAU DE COMMUNICATION ZOOMMED !

Grâce au *réseau de communication ZoomMed*, le patient bénéficie de services plus complets de la part des différents professionnels et intervenants de la santé qui sont beaucoup mieux informés sur sa situation.

Avantages du patient chez le médecin

- ▶ Traité par un médecin qui a, à portée de la main, plusieurs outils électroniques pour une meilleure pratique médicale : les plus récentes études cliniques, des argumentaires électroniques, du mentorat en ligne, etc.;
- ▶ Traité par un médecin qui optimise sa pharmacothérapie avec un accès électronique aux informations sur les médicaments (monographies), la détection automatisée des interactions médicamenteuses et les alertes d'interactions médicaments-allergies;
- ▶ Traité par un médecin qui a accès à l'information de couverture sur les plans-formulaires d'assurance de ses patients et qui en maximise les bénéfices pour ce dernier.



Avantages du patient chez le pharmacien



- ▶ Transmission électronique de l'information de ses ordonnances par le médecin, directement dans le système du pharmacien;
- ▶ Gestion plus efficace, plus rapide et sans erreur du processus de traitement de ses ordonnances;
- ▶ Communication facilitée et améliorée entre son médecin traitant et son pharmacien;
- ▶ Meilleure gestion des programmes d'observance de prise de médicaments qui s'appliquent au patient;
- ▶ Renouvellement automatique simplifié de ses ordonnances.



AU PROFIT DU PATIENT

Avantages du patient provenant des compagnies pharmaceutiques

- ▶ Bénéficie des excellents programmes d'adhérence au traitement mis à la disposition de ses professionnels traitants;
- ▶ Bénéficie des réductions de prix sur certains médicaments originaux grâce à l'accès simplifié pour les cartes de co-paiement;
- ▶ Bénéficie d'informations importantes, sur les traitements médicamenteux, transmises à ses professionnels traitants, via le *réseau de communication ZoomMed*.



Avantages du patient avec son assureur

- ▶ L'assureur peut mieux informer les professionnels traitants des différentes couvertures de son régime, afin qu'il puisse en tirer tous les avantages en termes de qualité des soins et niveau des coûts;
- ▶ Ses réclamations sont traitées sans mauvaises surprises, ce qui lui évite les va-et-vient inutiles entre la pharmacie et la clinique médicale;
- ▶ En gérant efficacement les coûts de son régime, il favorise la continuité de ce dernier auprès de son employeur, ce qui évite une réduction de certaines couvertures ou une augmentation des primes de sa part de coassurance ou de franchise.

NOS PRODUITS



Réseau de ZoomMed

Le *réseau de communication ZoomMed* met en relation, en temps réel, tous les intervenants impliqués : patients, médecins, pharmaciens, sociétés pharmaceutiques et assureurs. L'amélioration de la communication et de la gestion qui s'en suit rehausse l'efficacité du système de soins de santé et permet aux patients d'obtenir un service plus rapide et plus sécuritaire.

Prescripteur ZRx

ZoomMed a développé le *Prescripteur ZRx*, une application technologique Web innovatrice permettant aux médecins d'utiliser un appareil sans fil, tel que le iPod Touch™, le iPhone™, le iPad™, le Google Android™ et divers autres PDA ou ordinateurs, pour générer rapidement des prescriptions. Le *Prescripteur ZRx* est rapide, efficace et intuitif.





NOS PRODUITS



PraxisLab

PraxisLab est une application de gestion de pharmacie qui améliore les services aux patients, assiste le travail du personnel tout au long de la journée et simplifie le travail d'équipe dans la pharmacie avec son tableau de bord unique et convivial.

EvPsych

EvPsych est un Dossier Médical Électronique (DMÉ) qui s'adresse aux professionnels de la santé comportementale, et est conçu pour fonctionner de la façon dont les cliniciens travaillent. Nous avons créé un processus standardisé pour recueillir des informations provenant des patients avant même de rencontrer le professionnel de la santé et utiliser cette information afin de fournir une aide à la décision clinique.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Ce rapport de gestion explique les états consolidés du résultat net et global, les variations de la situation financière et des flux de trésorerie consolidés de **ZoomMed inc.** pour les exercices clos le 31 mai 2013 et le 31 mai 2012. Il doit être lu dans le contexte de l'information fournie par les états financiers audités et consolidés et par les notes y afférentes aux 31 mai 2013 et 31 mai 2012. De plus, certains résultats d'opération, variations de la situation financière et flux de trésorerie sont comparés avec les données de l'exercice financier clos le 31 mai 2011.

Cette analyse de la direction a été complétée en fonction des informations disponibles au 25 septembre 2013. Cette analyse reflète la situation financière de **ZoomMed inc.** et ses filiales (la « société »).

Toutes les données financières contenues dans cette analyse ont été dressées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport de gestion peut contenir des informations et des déclarations, de nature prospective, relatives à la performance future de la société. Ces déclarations sont effectuées sur la base de suppositions et d'incertitudes ainsi que sur la meilleure évaluation possible des événements futurs par la direction. Ainsi, les lecteurs sont avisés que les résultats réels peuvent être différents des résultats anticipés.

Ce rapport de gestion et les états financiers audités et consolidés ont été soumis au comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration.

DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

ZoomMed inc. (« **ZoomMed** ») a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

ZoomMed inc. et ses filiales (la « société ») se consacrent au développement et la commercialisation d'une gamme étendue d'applications informatiques destinées aux professionnels de la santé.

La société a développé le « **Prescripteur ZRx** », une application technologique Web innovatrice permettant aux médecins d'utiliser un appareil sans fil, tel que les iPhone™, iPad™, Google Android™ ou ordinateurs, pour générer rapidement des prescriptions. Puisqu'il est un produit autonome, il peut être facilement intégré à n'importe quelle application de Dossier Médical Électronique (DMÉ).

Le **réseau de communication ZoomMed** est une plateforme d'échange d'informations cliniques entre les médecins et l'ensemble des autres intervenants du secteur de la santé, tels que les pharmaciens, spécialistes, compagnies pharmaceutiques, laboratoires, cliniques spécialisées et autres. L'amélioration de la communication et de la gestion qui s'ensuit rehausse l'efficacité du système de soins de santé et permet aux patients d'obtenir un service plus rapide et plus sécuritaire.

La société offre « **PraxisLab** » un nouveau logiciel de gestion de laboratoire qui améliore tous les aspects de la préparation des ordonnances et de la gestion complète des dossiers patients des pharmaciens. **PraxisLab** utilise les protocoles et les normes informatiques les plus récents.



RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

La société détient 50 % des actions votantes et participantes dans la coentreprise américaine EvEMR inc. qui commercialise, à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale. Ce DMÉ propose une solution simplifiée pour classifier et catégoriser les critères diagnostiques et recherches statistiques des troubles mentaux spécifiques du DSM-5, (Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux), un outil d'aide à la décision clinique basé sur les lignes directrices en psychiatrie et produit du matériel éducatif pour les patients, directement au point de services. Il s'agit d'un produit modulaire construit autour d'un générateur intelligent de notes-cliniques. De plus, cette coentreprise a acquis une licence exclusive concernant les droits de distribution du *Prescripteur ZRx* aux États-Unis.

De plus, depuis le 23 octobre 2012, la société détient 50 % des actions votantes et participantes dans la coentreprise EvEMR International qui a été mise sur pied pour la distribution des produits s'adressant aux professionnels en soins de santé comportementale à travers le monde.

Les actions ordinaires de ZoomMed inc. se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

L'adresse du siège social de la société est 6300 rue Auteuil, bureau 121, Brossard, Québec, Canada, J4Z 3P2.

RÉSULTAT NET ET GLOBAL

INFORMATIONS ANNUELLES SÉLECTIONNÉES

RÉSULTAT NET ET GLOBAL	31 mai 2013	31 mai 2012	31 mai 2011
Revenus d'opération	7 858 237 \$	2 618 451 \$	2 885 568 \$
Frais de vente	787 998 \$	1 245 344 \$	1 246 695 \$
Frais d'administration	1 403 555 \$	1 693 435 \$	2 397 896 \$
Frais d'opération	866 610 \$	1 251 369 \$	1 511 863 \$
Frais de développement	1 329 429 \$	1 282 260 \$	1 423 335 \$
Frais financiers	372 346 \$	231 770 \$	10 896 \$
Bénéfice (perte) avant quote-part dans des coentreprises	3 098 299 \$	(3 085 727) \$	(3 705 117) \$
Bénéfice net (perte nette) et résultat global	1 424 001 \$	(3 085 727) \$	(3 705 117) \$
Résultat net de base et dilué par action	0,011 \$	(0,024) \$	(0,032) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	130 474 687	130 474 687	116 434 515





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Les revenus d'opération pour l'exercice 2013 ont triplé comparativement aux exercices antérieurs. Les revenus d'opération sont composés de deux types de revenus. Le premier type est composé des revenus générés par le **réseau de communication ZoomMed** et le développement de produits spécifiques représentant 4 212 267 \$ pour l'exercice 2013, soit une augmentation de plus de 60 % comparativement à 2 618 451 \$ pour l'exercice 2012. Ces revenus s'élèvent à 2 885 568 \$ pour l'exercice 2011. Le deuxième type de revenus est composé de la vente d'une licence concernant les droits de distribution, de licence et de sous-licence du **Prescripteur ZRx** aux États-Unis, représentant une somme de 3 645 970 \$. Cette licence a été acquise par la coentreprise EvEMR (détenue à 50 % par ZoomMed).

Les frais de vente sont de 787 998 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013, comparativement à 1 245 344 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012 et 1 246 695 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2011. La diminution des frais de vente pour l'exercice 2013 s'explique principalement par les dépenses accrues qui ont été encourues, au cours des exercices 2011 et 2012, pour le développement du marché américain. Ces efforts additionnels ont, notamment, conduit à la signature de deux contrats de développement d'un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ), s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale en Amérique du Nord, d'un nouveau partenariat dans la coentreprise EvEMR inc. ainsi qu'à la vente d'une licence concernant les droits de distribution du **Prescripteur ZRx** aux États-Unis.

Les frais d'administration s'élèvent à 1 403 555 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013 comparativement à 1 693 435 \$ pour 2012 et 2 397 896 \$ pour 2011. La baisse des frais d'administration s'explique principalement par une rationalisation des effectifs et par la diminution des coûts non récurrents de rémunération à base d'actions.

Les frais d'opération s'élèvent à 866 610 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013 comparativement à 1 251 369 \$ pour 2012 et 2 397 896 \$ pour 2011. La baisse des frais d'opération, au cours des deux derniers exercices, est en partie attribuable à l'évolution des technologies utilisées qui simplifie le déploiement de nos services, ainsi que la standardisation et l'automatisation des processus de formation de la clientèle.

Les frais de développement sont demeurés constants au cours des trois derniers exercices. Les frais de développement sont comptabilisés sous deux formes, la première (les nouvelles fonctionnalités) est capitalisée dans les actifs incorporels en fonction des avantages économiques futurs, et, la seconde est comptabilisée à la dépense. Pour l'exercice clos le 31 mai 2013, les frais de développement capitalisés étaient de 390 790 \$ et les frais de développement passés à la dépense de 1 329 429 \$ pour un total de 1 720 219 \$. Pour l'exercice clos le 31 mai 2012, les frais de développement capitalisés étaient de 472 286 \$ et les frais de développement passés à la dépense de 1 282 260 \$ pour un total de 1 754 546 \$. Pour l'exercice clos le 31 mai 2011, les frais de développement capitalisés étaient de 242 266 \$ et les frais de développement passés à la dépense de 1 423 335 \$ pour un total de 1 665 601 \$.

Les frais financiers totalisent 372 346 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013, 231 770 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012 et 10 896 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2011. L'augmentation constatée est essentiellement reliée à l'intérêt couru reliés à la débenture émise en date du 30 septembre 2011.

Résultant des efforts déployés depuis le début de ses opérations, la société affiche un bénéfice avant quote-part dans des coentreprises de 3 098 299 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013, comparativement à une perte de 3 085 727 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012 et une perte de 3 705 117 \$ au 31 mai 2011. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2013, le bénéfice net après la quote-part dans des coentreprises totalise 1 424 001 \$. La quote-part du résultat net dans des coentreprises de (1 674 298) \$ est expliquée principalement par la vente de la licence. La vente de la licence ayant été contractée avec une coentreprise détenue à 50 %, le bénéfice de 3 201 456 \$ dégagé par la transaction a été reconnu à 50 % au moment de la transaction et l'autre 50 % sera reconnu sur une période de 3 ans, soit la période utilisée pour l'amortissement de la licence dans la coentreprise.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

La société a enregistré un bénéfice par action de 0,011 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013, une perte par action de 0,024 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012 et une perte par action de 0,032 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2011.

Les informations trimestrielles suivantes sont présentées sur la même base que dans les états financiers annuels consolidés. Les montants figurant ci-dessous représentent avec justesse les résultats trimestriels non audités qui doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels et les notes y afférentes.

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES SÉLECTIONNÉES - 2013

RÉSULTAT NET ET GLOBAL	Q4-2013	Q3-2013	Q2-2013	Q1-2013
Chiffre d'affaires	4 479 252 \$	1 055 584 \$	1 301 470 \$	1 021 931 \$
Frais d'exploitation	1 102 705	1 307 581	1 226 229	1 123 422
Quote-part du résultat net dans des coentreprises	1 674 298	-	-	-
Bénéfice net (perte nette) et résultat global	1 702 249 \$	(251 997) \$	75 241 \$	(101 491) \$
Résultat net de base et dilué par action	0,013 \$	(0,002) \$	0,001 \$	(0,001) \$

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES SÉLECTIONNÉES - 2012

RÉSULTAT NET ET GLOBAL	Q4-2012	Q3-2012	Q2-2012	Q1-2012
Chiffre d'affaires	770 324 \$	581 257 \$	701 231 \$	565 639 \$
Frais d'exploitation	1 338 519	1 488 075	1 556 115	1 321 470
Perte nette et résultat global	(568 194) \$	(906 818) \$	(854 884) \$	(755 831) \$
Résultat net de base et dilué par action	(0,004) \$	(0,007) \$	(0,007) \$	(0,006) \$

La comparaison trimestrielle démontre que le chiffre d'affaires a connu une augmentation d'environ 80 % au cours du premier trimestre et a maintenu cette augmentation tout au cours de l'exercice. Le quatrième trimestre de l'exercice clos le 31 mai 2013 démontre une augmentation exceptionnelle comparativement au quatrième trimestre de l'exercice clos le 31 mai 2012 et s'explique par la vente de la licence du *Prescripteur ZRx* au montant de 3 645 970 \$.

Les frais d'exploitation ont connu une diminution de 15 % au cours du premier trimestre et cette diminution a été maintenue tout au cours de l'exercice.

L'augmentation du chiffre d'affaires additionné à la diminution des frais d'exploitation a pour effet de dégager un bénéfice (avant la quote-part du résultat net dans des coentreprises) de 3 098 299 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013.



RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

SITUATION FINANCIÈRE

SITUATION FINANCIÈRE	31 mai 2013	31 mai 2012	31 mai 2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	365 824 \$	1 464 714 \$	1 698 024 \$
Immobilisations corporelles	91 372 \$	219 897 \$	441 035 \$
Actifs incorporels	3 025 163 \$	3 025 949 \$	2 944 886 \$
Participation dans une coentreprise	438 045 \$	4 000 \$	- \$
Actif total	5 332 774 \$	5 196 855 \$	5 327 244 \$
Revenus reportés (court et long terme)	1 033 110 \$	2 590 272 \$	1 043 474 \$
Composante passif de la débenture convertible (court et long terme)	1 452 178 \$	1 329 028 \$	- \$
Capitaux propres	2 158 988 \$	581 787 \$	3 371 938 \$
Capital social	25 438 120 \$	25 438 120 \$	25 438 120 \$

Aucune activité de financement n'a eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 mai 2013. La variation nette de la trésorerie est principalement liée aux activités opérationnelles et aux activités de développement. Au cours de l'exercice se terminant le 31 mai 2012, la société a émis une débenture convertible garantie pour un montant principal de 1 500 000 \$ et au cours de l'exercice clos le 31 mai 2011, la société a complété un placement privé pour un produit brut de 2 500 600 \$.

Les immobilisations corporelles connaissent une diminution depuis le 31 mai 2011 résultant de la dépense d'amortissement.

Les actifs incorporels sont demeurés constants et sont le résultat des frais de développement capitalisés des nouveaux produits et de l'amortissement imputé au cours de l'exercice. Les frais de développement de **PraxisLab** sont capitalisés à 100 % et seront amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans à partir de la date de commercialisation.

Au 31 mai 2013, la participation dans la coentreprise EvEMR inc. est de 438 045 \$ comparativement à 4 000 \$ au 31 mai 2012. La vente de la licence du **Prescripteur ZRx** a dégagé un bénéfice de 3 201 456 \$ dont 50 % a été reconnu au moment de la transaction et 50 % sera reconnu sur une période de 3 ans, soit la période utilisée pour l'amortissement de la licence dans la coentreprise. Par conséquent, la valeur de la participation au 31 mai 2013 a été diminuée de 1 600 928 \$, et sera récupéré au cours des trois prochains exercices. La société détient 50 % des actions votantes et participantes de cette coentreprise.

Les revenus reportés totalisent 1 033 110 \$ au 31 mai 2013, 2 590 272 \$ au 31 mai 2012 et 1 043 474 \$ au 31 mai 2011. La majorité des contrats sont pour une durée de 12 mois et doivent être reconnus linéairement sur la durée des ententes, ce qui génère des revenus reportés.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 2 158 988 \$ au 31 mai 2013, 581 787 \$ au 31 mai 2012 et 3 371 938 \$ au 31 mai 2011. La baisse constatée de 2011 à 2012 est principalement attribuable à la perte de l'exercice tandis que l'augmentation constatée en 2013 est principalement reliée au bénéfice de l'exercice.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

FLUX DE TRÉSORERIE ET FONDS PROPRES

FLUX DE TRÉSORERIE	31 mai 2013	31 mai 2012	31 mai 2011
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(711 179) \$	(1 077 961) \$	(1 894 716) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	- \$	1 327 827 \$	2 231 525 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(387 711) \$	(483 176) \$	(1 270 850) \$
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 098 890) \$	(233 310) \$	(934 041) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	365 824 \$	1 464 714 \$	1 698 024 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont été de (711 179) \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013, de (1 077 961) \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012 et (1 894 716) \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2011. La baisse constatée au cours de l'exercice clos le 31 mai 2013 est principalement attribuable au bénéfice de l'exercice.

Pour l'exercice clos le 31 mai 2013 aucune activité de financement n'a eu lieu. Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2012, les activités de financement ont été de 1 327 827 \$ et représente le produit net d'une débenture convertible émis en septembre 2011. Pour l'exercice clos le 31 mai 2011, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont été de 2 231 525 \$ et reflètent le produit d'émission d'actions ordinaires net des frais afférents.

Pour les exercices clos les 31 mai 2013 et 2012, les activités d'investissement sont liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles et à la capitalisation des frais de développement. Pour l'exercice clos le 31 mai 2011, les activités d'investissement étaient de (1 270 850) \$ et étaient liées à l'acquisition des actions de la société **Praxis Santé inc.**, à l'acquisition d'immobilisations corporelles et à la capitalisation des frais de développement.

La variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant de ces trois catégories d'activités a été de (1 098 890) \$ pour l'exercice 2013, de (233 310) \$ pour l'exercice 2012 et de (934 041) \$ pour l'exercice 2011.

PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES

a) EvEMR inc.

La coentreprise américaine EvEMR inc., basée à Washington, D.C., commercialise à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale.

Au 31 mai 2013, la société détient 50 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR. Au 31 mai 2012, la société détenait 40 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.



RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Le 22 avril 2013, la société a conclu avec EvEMR, un accord de licence exclusive concernant les droits de distribution, de licence et de sous-licence du **Prescripteur ZRx** aux États-Unis. En contrepartie de l'octroi de cette licence, EvEMR s'est engagée à verser à **ZoomMed**, un somme en espèce de 1 500 000 US\$, a émis à **ZoomMed** deux millions (2 000 000) d'actions privilégiées pour une valeur de 2 000 000 US\$, ainsi que deux millions (2 000 000) d'actions participantes additionnelles du capital-actions de EvEMR, représentant une participation supplémentaire de 10 % de l'intérêt économique total dans EvEMR.

Les montants globaux respectifs des actifs courants, actifs non courants, passifs courants, passifs non courants, produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR sont les suivants :

	2013	2012
	\$	\$
Actif courant	552 153	4 000
Actif non courant	2 529 925	41 505
Total de l'actif	3 082 078	45 505
Passif courant	494 236	41 505
Passif non courant	645 386	-
Total du passif	1 139 622	41 505
Actif net	1 942 456	4 000
Quote-part du profit non réalisé à la vente d'une licence	(1 600 728)	-
Amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence	44 465	-
Écart d'acquisition	51 852	-
Participation dans une coentreprise	438 045	4 000
Total des produits	-	-
Total des charges	118 035	-
Total du résultat de la période	(118 035)	-
Quote-part du profit non réalisé à la vente d'une licence	(1 600 728)	-
Amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence	44 465	-
Quote-part du résultat net dans une coentreprise	(1 674 298)	-

b) EvEMR International

Depuis le 23 octobre 2012 la société détient 50 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR International qui a été mise sur pied pour la distribution des produits s'adressant aux professionnels en soins de santé comportementale à travers le monde. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.

Les montants globaux respectifs des actifs courants, actifs non courants, passifs courants, passifs non courants, produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR International sont les suivants :





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

	2013	2012
	\$	\$
Actif courant	56 952	-
Actif non courant	132 236	-
Total de l'actif	189 188	-
Passif courant	608	-
Passif non courant	188 580	-
Total du passif	189 188	-
Actif net	-	-
Total des produits	4 365	-
Total des charges	(4 365)	-
Total du résultat de la période	-	-
Participation dans une coentreprise	-	-

LIQUIDITÉS

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le *Prescripteur ZRx, PraxisLab* et le *réseau de communication ZoomMed*.

ARRANGEMENT HORS BILAN

Il n'y a aucun arrangement hors bilan qui a ou est susceptible d'avoir une incidence sur les résultats d'opération ou sur la situation financière de la société.

PARTIES LIÉES

a) Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la société, y compris les administrateurs et certains cadres. Les principaux dirigeants participent au régime d'options d'achat d'actions. La rémunération salariale des principaux dirigeants pour l'exercice clos le 31 mai 2013 totalise 476 923 \$ (561 539 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012). De plus, le 20 juillet 2012, 1 350 000 options d'achat d'actions à un prix d'exercice de 0,10 \$ pour une période de 5 ans ont été octroyées à ces principaux dirigeants et représentent un coût de rémunération à base d'actions de 54 000 \$ (33 465 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012).



RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

b) Opérations entre sociétés liées

Un administrateur de la société est associé d'un cabinet d'avocats qui a agi à titre de conseiller juridique de la société. Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2013 un montant de 23 736 \$ (38 223 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012) a été versé au cabinet d'avocats.

Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2013, la société a reçu d'une coentreprise 1 342 388 \$ (103 763 \$ en 2012) à titre d'honoraires et 3 645 970 \$ pour la vente d'une licence du prescripteur. Au 31 mai 2013, les débiteurs incluent une somme de 925 800 \$ (103 763 \$ en 2012) relativement à ces opérations.

Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2012, la société a versé des honoraires professionnels totalisant 64 890 \$ à une société détenue par un actionnaire et administrateur de la société. Aucune somme n'est due pour les exercices clos les 31 mai 2013 et 2012.

Termes et conditions des opérations entre parties liées

Les soldes à la fin de la période sont non garantis et sans intérêts, le règlement se fait au comptant. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour aucun recevable ou payable entre les parties liées. Pour les exercices clos les 31 mai 2013 et 31 mai 2012, la société n'a comptabilisé aucune dépréciation à l'égard des recevables dus par des parties liées. Cette évaluation est faite à chaque période financière en examinant l'état financier de la partie liée et le marché dans lequel la partie liée exerce ses activités.

Ces transactions ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale.

ACTIONS, BONS ET OPTIONS EN CIRCULATION AU 25 SEPTEMBRE 2013

Actions ordinaires	130 474 687
Bons de souscription au placeur pour compte et aux investisseurs	10 000 000
Options en vertu du régime d'options d'achat d'actions	12 837 500

NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR

Instruments financiers

En octobre 2010, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 9 « Instruments financiers » qui constitue l'achèvement du premier volet d'un projet en trois parties visant à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », par une nouvelle norme. Selon les récentes mises à jour apportées à IFRS 9, une entité qui choisit d'évaluer un passif à sa juste valeur devra présenter la part des variations de la juste valeur de ce passif qui est attribuable aux changements du risque de crédit propre à cette entité dans les autres éléments du résultat global ou dans la perte à l'état du résultat global plutôt que par le biais du résultat net.

Aussi, pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Cette norme s'appliquera aux états financiers des périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015. Son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société n'a pas encore évalué l'incidence que pourraient avoir ces nouvelles directives sur ses états financiers consolidés.

Entité publiante

En mai 2011, l'IASB a publié un ensemble de cinq normes portant sur le concept d'entité publiante, soit IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats », IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités », IAS 27 « États financiers individuels » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Consolidation – IFRS 10 remplace toutes les dispositions précédentes relatives au contrôle et à la consolidation énoncées dans IAS 27 « États financiers individuels » et dans la SIC-12 « Consolidation – Entités ad hoc ». IFRS 10 vient modifier la définition du contrôle et propose une définition unique de la notion de contrôle, qui se caractérise par le fait de détenir le pouvoir sur l'entité et d'être exposé ou de détenir des droits à des rendements variables de cette entité. Le pouvoir s'entend de la capacité de diriger les activités d'une façon qui puisse considérablement influencer sur les rendements. Les rendements doivent varier et peuvent être positifs ou négatifs, ou les deux.

Partenariats – IFRS 11 vient modifier la définition d'un accord conjoint de façon à ce qu'elle n'englobe que deux types d'accords : les activités conjointes et les coentreprises. Aux termes de cette norme, la méthode de la consolidation proportionnelle n'est plus permise pour comptabiliser les entités contrôlées conjointement, et le recours à la méthode de la mise en équivalence est obligatoire pour tous les participants à une coentreprise. Les entités prenant part à des activités conjointes utiliseront une méthode de comptabilisation très similaire à celle qui s'applique actuellement aux actifs conjoints ou aux activités conjointes.

Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités – IFRS 12 établit les exigences en matière d'information à fournir s'appliquant aux entités assujetties aux dispositions d'IFRS 10 et d'IFRS 11, remplaçant de ce fait les exigences d'information énoncées dans IAS 28. Aux termes d'IFRS 12, les entités doivent fournir de l'information qui aide les utilisateurs des états financiers à évaluer la nature, les risques et l'incidence financière des participations de l'entité dans des filiales, des entreprises associées, des accords conjoints et des entités structurées non consolidées.

États financiers individuels – La révision de la norme IAS 27 retire les concepts maintenant contenus dans IFRS 10, pour ne retenir dans la norme IAS 27 que les concepts relatifs aux états financiers individuels.

Participations dans des entreprises associées et des coentreprises – Des modifications ont été apportées à la norme IAS 28 pour incorporer les changements provenant de la publication d'IFRS 10 et IFRS 11, incluant le fait que les coentreprises doivent maintenant toujours être comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.

Ces normes s'appliqueront aux périodes comptables ouvertes le ou à compter du 1^{er} janvier 2013 et leur adoption anticipée est autorisée. La société entend adopter ces nouvelles normes à compter de leur date d'entrée en vigueur. Elle étudie actuellement les effets éventuels de l'adoption de ces normes sur ses états financiers consolidés.



RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». Cette norme améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. La norme IFRS 13 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société évalue actuellement l'incidence que pourrait avoir ces nouvelles directives auront sur ses états financiers consolidés.

ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats par nature incertains et susceptibles d'être modifiés. Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la société.

Durée d'utilité estimée

La direction estime la durée d'utilité des immobilisations corporelles en fonction de la période pendant laquelle elle s'attend à pouvoir utiliser les actifs. Le montant et l'échéancier des dotations aux amortissements afférentes aux immobilisations corporelles pour une période donnée sont touchés par les durées d'utilité estimées. Les estimations sont révisées au moins une fois l'an et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique et commerciale.

Actifs incorporels

Les valeurs attribuées aux actifs incorporels amortissables à durée d'utilité déterminée sont établies à partir d'estimations et d'hypothèses importantes.

Afin de déterminer si les actifs incorporels identifiables ont subi une perte de valeur après leur acquisition, la direction procède à des évaluations fondées sur des estimations comprenant notamment les flux de trésorerie futurs ajustés au risque. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après les prévisions de l'entité, la conjoncture et les perspectives commerciales et sont donc par nature fondées sur un jugement. Les hypothèses utilisées dans l'évaluation des pertes de valeur pourraient être modifiées par des événements futurs, ce qui pourrait affecter significativement les résultats d'opération futurs de la société en raison d'une augmentation des pertes de valeur, ou de leur reprise, ou d'ajustements aux charges d'amortissement.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Juste valeur des options d'achat d'actions

La direction doit faire preuve de jugement pour établir la juste valeur des options d'achat d'actions, notamment en ce qui concerne le choix d'un modèle d'établissement de prix, l'estimation de la volatilité du cours de l'action et la durée prévue des instruments sous-jacents. Tout changement visant les estimations ou les données utilisées pour déterminer la juste valeur pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'opération ou les autres composantes des capitaux propres de la société dans le futur.

Aide gouvernementale

La société a le droit de recevoir une aide publique sous la forme de crédits d'impôt et de subventions pour la recherche et le développement. Le montant de cette aide publique est porté en réduction des dépenses correspondantes et du coût de l'actif acquis. Des crédits d'impôt sont accordés pour les dépenses de recherche et de développement admissibles, lesquelles comprennent les frais directs et indirects, ainsi qu'un montant raisonnable de frais généraux. Les subventions sont attribuées sous réserve du respect des termes et conditions des ententes connexes. L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société a rempli les exigences du programme de subvention approuvé ou, pour ce qui est des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront réalisés.

Continuité d'exploitation

L'évaluation de la capacité de la société de réaliser sa stratégie par le financement de ses besoins futurs en fonds de roulement implique de porter des jugements. La situation actuelle indique l'existence d'une incertitude susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. De plus amples informations au sujet de la continuité de l'exploitation sont présentées à la note 2.

DÉBENTURE CONVERTIBLE

Le 30 septembre 2011, la société a émis une débenture convertible garantie pour un montant nominal de 1 500 000 \$, et cette débenture est convertible à la seule discrétion de son détenteur en actions ordinaires du capital social de la société sur la base d'une action ordinaire par 0,15 \$ du montant principal de la débenture convertible. De plus, 10 000 000 bons de souscription ont été émis. Chaque bon de souscription permettra à son détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,15 \$ par action pour une période de 24 mois suivant la date de clôture. La débenture convertible viendra à échéance 24 mois suivant la date de clôture ou à une date antérieure, telle que déterminée selon le mécanisme de rachat. Sujet à certaines conditions, la débenture est remboursable avant terme, en tout ou en partie, par la société suivant un préavis écrit de 30 jours au souscripteur et à la suite duquel le souscripteur peut choisir d'exercer son droit de conversion en tout ou en partie. La débenture convertible porte un intérêt nominal au taux de 15 % par année et vient à échéance en septembre 2013. La débenture convertible est garantie par une hypothèque mobilière sur les actifs de la société et une note promissoire.



RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Le produit net tiré de l'émission de la débenture convertible a été séparé en une composante passif et une composante capitaux propres, qui représente le montant résiduel attribuable à l'option de conversion du passif en capitaux propres de la société, comme le montre le tableau suivant :

Produit brut de l'émission	1 500 000 \$
Juste valeur de la composante passif à la date d'émission pour un instrument financier similaire non assorti d'un privilège de conversion	(1 425 797)
Juste valeur de la composante capitaux propres	74 203 \$

Les frais d'émission ont été alloués de façon proportionnelle entre la composante passif et la composante capitaux propres. La composante passif de 1 262 140 \$, nette des frais d'émission de 163 657 \$, est mesurée à un coût amorti utilisant la méthode du taux effectif de 25,35 %. La composante capitaux propres de 65 686 \$ nette des frais d'émission de 8 517 \$ est libellée sous composante capitaux propres de la débenture convertible dans les capitaux propres.

La charge d'intérêt sur cet emprunt est calculée par application d'un taux d'intérêt effectif de 25,35 %. La composante passif est évaluée au coût amorti. L'écart entre la valeur comptable de la composante passif à la date d'émission de 1 262 140 \$ et le montant présenté dans l'état consolidé de la situation financière au 31 mai 2013 de 1 452 178 \$ (1 329 028 \$ au 31 mai 2012) représente le taux d'intérêt effectif moins les intérêts payés à cette date.

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les actionnaires de la société ont adopté une résolution approuvant le régime d'options d'achat d'actions variable de 10 % lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 23 novembre 2012. Le régime d'options d'achat d'actions prévoit que les modalités et conditions des options et le prix de levée des options seront déterminés par les administrateurs sous réserve des restrictions de prix et autres exigences imposées par la Bourse. L'attribution d'options d'achat d'actions octroyées par le régime ne peut excéder une période de cinq ans et le prix d'exercice doit être acquitté en entier avant l'émission des actions.

Transaction de l'exercice clos le 31 mai 2013

En juillet 2012, la société a octroyé 3 830 000 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 3 830 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,10 \$ l'action pour une période de cinq ans.

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice clos le 31 mai 2013 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Date	20 juillet 2012
Quantité	3 830 000
Valeur de l'action	0,045 \$
Rendement prévu de l'action	Néant
Volatilité prévue	158 %
Taux d'intérêt sans risque	1,15 %
Durée prévue	60 mois

Le coût de rémunération à base d'actions pour le régime représente une charge non récurrente de 153 200 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013.

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 30 août 2013, la société a obtenu une offre de renouvellement de la débenture actuelle pour un terme additionnel de 15 mois. La date d'échéance sera le 31 décembre 2014 et le taux d'intérêt sera 17 %. Cette débenture est sujette à une prime en actions et/ou bons de souscription conformément aux règles en vigueur de la politique 5.1 de la Bourse de croissance TSX.

INFORMATION SECTORIELLE

La société est organisée en deux secteurs primaires qui sont les zones géographiques Canada et États-Unis.

Informations relatives aux principaux clients

Les produits des activités ordinaires résultant de transactions avec trois clients franchissent un seuil de 10 % des produits des activités ordinaires. Ces trois clients représentent respectivement 807 231 \$, 834 383 \$ et 1 342 388 \$ des revenus totaux de la société pour l'exercice clos le 31 mai 2013. Pour l'exercice clos le 31 mai 2012, les produits des activités ordinaires résultant de transactions avec deux clients franchissaient un seuil de 10 % des produits des activités ordinaires. Ces deux clients représentaient respectivement 580 618 \$ et 827 364 \$ des revenus totaux de la société.

En 2013, les produits des activités ordinaires provenant de plusieurs clients du secteur Canada de la société représentent approximativement 2 869 879 \$ ou 37 % (2 514 688 \$ ou 96 % en 2012) par rapport au total de ses produits des activités ordinaires.



RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Informations relatives aux produits

Les produits provenant de clients externes, présentés précédemment, proviennent de la vente d'une licence du prescripteur, des contrats signés auprès des compagnies pharmaceutiques et des honoraires de développement.

Ils peuvent être analysés selon les regroupements suivants :

	2013	Canada	États-Unis	Total
Produits				
Produit d'opérations		2 869 879	1 342 388	4 212 267
Produit de licence		-	3 645 970	3 645 970
Total des produits		2 869 879	4 988 358	7 858 237
	2012	Canada	États-Unis	Total
Produits				
Produit d'opérations		2 514 688	103 763	2 618 451

RISQUES ET INCERTITUDES

La société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. La société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de taux d'intérêt, au risque du marché, au risque de liquidité et au risque de personnel clé.

a) Risques associés aux instruments financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière pour la société si un débiteur manque à son obligation. Ce risque provient principalement du crédit que la société consent à ses clients dans le cours normal de ses activités.

Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et l'état consolidé de la situation financière tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas significatif.

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises.

Dans le cours normal de ses opérations, la société est exposée au risque lié aux variations de taux de change du dollar américain.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Au 31 mai 2013, la société détient les soldes suivants en dollar américain convertis : encaisse : 290 603 \$ et comptes clients : 925 800 \$. Au 31 mai 2012, aucun montant n'était en dollar américain converti.

Le tableau suivant présente les détails de la sensibilité de la société à une augmentation et à une diminution de 10 % de la devise étrangère par rapport à la monnaie canadienne. L'analyse tient uniquement compte des éléments monétaires libellés en devises en cours et permet d'ajuster leur conversion au 31 mai de chaque exercice.

	Effet d'une variation de la devise U.S. par rapport au dollar canadien			
	Augmentation de 10 %		Diminution de 10 %	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Licence du prescripteur (3 645 970 \$)	4 010 568	-	3 281 373	-

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est présent en période de fluctuation des taux et lorsque des écarts sont prévus dans l'appariement des flux monétaires entre les actifs et les passifs.

La société n'a pas de dette qui porte intérêts à des taux variables. De plus, elle investit en partie ses liquidités, à taux garanti, dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations liées aux passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement en regard de ses créiteurs et de sa dette convertible

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le *Prescripteur ZRx*, *PraxisLab* et le *réseau de communication ZoomMed*.



RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

b) Autres risques

Risque du marché

Les rendements futurs de la société dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

Risque du personnel clé

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de la société. Elle est d'avis qu'elle a réussi à recruter de l'excellent personnel pour l'aider à atteindre ses objectifs, mais avec la croissance de ses activités, il est possible qu'elle ait besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de la recherche et développement, ainsi que de la mise en marché. Bien que la société croie qu'elle pourra attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE

La société diffuse ses états financiers consolidés, ses rapports de gestion, ses communiqués de presse ainsi que tout autre document réglementaire, via la base de données SEDAR, à l'adresse Internet suivante www.sedar.com.





RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés et audités de **ZoomMed inc.** pour l'exercice clos le 31 mai 2013 et toute l'information contenue dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés et audités ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, incluant les normes internationales d'information financière « IFRS ». Les états financiers consolidés et audités sont appropriés aux activités de la société.

La société se conforme à sa convention d'inscription avec la bourse de croissance TSX. La direction maintient un système de contrôles internes comptables et administratifs rigoureux afin d'établir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif est correctement comptabilisé et protégé.

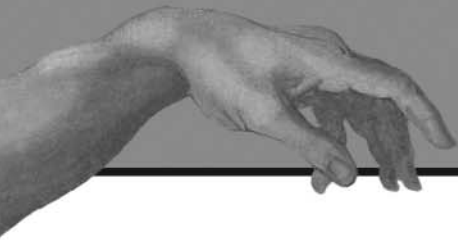
Le conseil d'administration nomme chaque année un comité d'audit composé majoritairement d'administrateurs qui ne sont ni dirigeants, ni employés de l'entreprise. Le comité d'audit rencontre périodiquement la direction et les auditeurs indépendants pour vérifier l'exécution de leurs tâches et discuter de l'audition, des politiques comptables et des sujets financiers qui y sont reliés. Il discute aussi avec eux des résultats de leurs auditions. Le comité d'audit révisé également les états financiers, reçoit le rapport des auditeurs indépendants et il en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été audités par Mazars Harel Drouin, s.e.n.c.r.l., comptables agréés, et leur rapport est présenté ci-après.

Le 25 septembre 2013

Yves Marmet,
Président et chef de la direction







RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

AUX 31 MAI 2013 ET 2012

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT..... 30-31

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

États consolidés de la situation financière	32
États consolidés des variations des capitaux propres.....	33
États consolidés du résultat net et global	34
Tableaux consolidés des flux de trésorerie.....	35
Notes complémentaires aux états financiers consolidés.....	36-58



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de
ZOOMMED INC.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de **ZOOMMED INC.** qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 mai 2013 et au 31 mai 2012, ainsi que les états consolidés du résultat net et global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.



MAZARS HAREL DROUIN, S.E.N.C.R.L.
COMPTABLES AGRÉÉS





RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de ZOOMMED INC. au 31 mai 2013 et au 31 mai 2012, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Observations

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers consolidés qui indique que la société doit améliorer sa rentabilité des activités et a besoin de financement additionnel pour le prochain exercice afin de poursuivre ses activités. Cette situation indique l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Margaret Harel Drouin, S.E.N.C.R.L. ¹

Montréal, le 25 septembre 2013

¹ CPA, auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A106080

MAZARS HAREL DROUIN, S.E.N.C.R.L.
COMPTABLES AGRÉÉS



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE AUX 31 MAI 2013 ET 2012

	2013	2012
	\$	\$
ACTIF		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	365 824	1 464 714
Débiteurs (Note 6)	1 384 406	458 348
Charges payées d'avance	27 964	23 949
	1 778 194	1 947 009
Actif non courant		
Immobilisations corporelles (Note 7)	91 372	219 897
Actifs incorporels (Note 8)	3 025 163	3 025 949
Participation dans des coentreprises (Note 9)	438 045	4 000
Total de l'actif	5 332 774	5 196 855
PASSIF		
Passif courant		
Créditeurs (Note 10)	683 799	695 043
Revenus reportés	1 033 110	2 165 272
Composante passif de la débenture convertible (Note 11)	1 452 178	-
	3 169 087	2 860 315
Passif non courant		
Revenus reportés	-	425 000
Avantages incitatifs liés aux baux	4 699	725
Composante passif de la débenture convertible (Note 11)	-	1 329 028
Total du passif	3 173 786	4 615 068
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (Note 14)	25 438 120	25 438 120
Composante capitaux propres de la débenture convertible (Note 11)	65 686	65 686
Bons de souscription (Note 16)	-	768 676
Surplus d'apport	6 502 489	5 580 613
Déficit	(29 847 307)	(31 271 308)
Total des capitaux propres	2 158 988	581 787
Total du passif et des capitaux propres	5 332 774	5 196 855

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Christine Hélie Pinaud Administratrice

Jus Harnet Administrateur





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

	Capital social	Composante capitaux propres de la débenture convertible	Bons de souscription	Surplus d'apport	Déficit	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} juin 2011	25 438 120	-	788 676	5 350 723	(28 185 581)	3 371 938
Perte nette	-	-	-	-	(3 085 727)	(3 085 727)
Débenture convertible (Note 11)	-	65 686	-	-	-	65 686
Options d'achat d'actions octroyées (Note 15)	-	-	-	229 890	-	229 890
Solde au 31 mai 2012	25 438 120	65 686	788 676	5 580 613	(31 271 308)	581 787
Bénéfice net	-	-	-	-	1 424 001	1 424 001
Options d'achat d'actions octroyées (Note 15)	-	-	-	153 200	-	153 200
Bons de souscription expirés (Note 16)	-	-	(788 676)	788 676	-	-
Solde au 31 mai 2013	25 438 120	65 686	-	6 502 489	(29 847 307)	2 158 988



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET ET GLOBAL
POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

	2013	2012
	\$	\$
CHIFFRE D'AFFAIRES (Note 12)	7 858 237	2 618 451
FRAIS D'EXPLOITATION (Note 12)		
Frais de vente	787 998	1 245 344
Frais d'administration	1 403 555	1 693 435
Frais d'opération	866 610	1 251 369
Frais de développement	1 329 429	1 282 260
Frais financiers	372 346	231 770
	4 759 938	5 704 178
BÉNÉFICE (PERTE) AVANT QUOTE-PART DANS DES COENTREPRISES	3 098 299	(3 085 727)
Quote-part du résultat net dans des coentreprises (Note 9)	(1 874 298)	-
BÉNÉFICE (PERTE) AVANT IMPÔTS	1 424 001	(3 085 727)
IMPÔTS (Note 20)	-	-
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) ET RÉSULTAT GLOBAL	1 424 001	(3 085 727)
RÉSULTAT NET DE BASE ET DILUÉ PAR ACTION	0,011	(0,024)
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D'ACTIONS EN CIRCULATION	130 474 687	130 474 687





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

	2013	2012
	\$	\$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Bénéfice net (perte nette)	1 424 001	(3 085 727)
Amortissements	542 960	655 744
Intérêts sur débeture convertible	123 150	66 888
Quote-part du résultat net dans des coentreprises (Note 9)	1 674 298	-
Produits réinvestis dans une coentreprise	(2 108 343)	-
Rémunération à base d'action	153 200	229 890
Gain sur cession d'immobilisations corporelles	(25 938)	(36 494)
Avantages incitatifs liés aux baux	3 974	(2 903)
	1 787 302	(2 172 602)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(2 498 481)	1 094 641
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(711 179)	(1 077 961)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Produit net de l'émission d'une débeture convertible et flux de trésorerie liés à l'activité de financement	-	1 327 827
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(24 032)	(55 165)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	27 111	48 275
Acquisition d'actifs incorporels	(390 790)	(472 286)
Acquisition d'une participation dans une coentreprise (Note 9)	-	(4 000)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(387 711)	(483 176)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(1 098 890)	(233 310)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	1 464 714	1 698 024
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	365 824	1 464 714

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles comprennent des intérêts versés de 225 000 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013 (150 000 \$ en 2012).





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

ZoomMed inc. (« ZoomMed ») a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

ZoomMed inc. et ses filiales (la « société ») se consacrent au développement et la commercialisation d'une gamme étendue d'applications Informatiques destinées aux professionnels de la santé.

La société a développé le « Prescripteur ZRx », une application technologique Web innovatrice permettant aux médecins d'utiliser un appareil sans fil, tel que les iPhone™, iPad™, Google Android™ ou ordinateurs, pour générer rapidement des prescriptions. Puisqu'il est un produit autonome, il peut être facilement intégré à n'importe quelle application de Dossier Médical Électronique (DMÉ).

Le réseau de communication ZoomMed est une plateforme d'échange d'informations cliniques entre les médecins et l'ensemble des autres intervenants du secteur de la santé, tels que les pharmaciens, spécialistes, compagnies pharmaceutiques, laboratoires, cliniques spécialisées et autres. L'amélioration de la communication et de la gestion qui s'ensuit rehausse l'efficacité du système de soins de santé et permet aux patients d'obtenir un service plus rapide et plus sécuritaire.

La société offre « PraxisLab » un nouveau logiciel de gestion de laboratoire qui améliore tous les aspects de la préparation des ordonnances et de la gestion complète des dossiers patients des pharmaciens. PraxisLab utilise les protocoles et les normes Informatiques les plus récents.

La société détient 50 % des actions votantes et participantes dans la coentreprise Américaine EvEMR inc. qui commercialise, à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale. Ce DMÉ propose une solution simplifiée pour classer et catégoriser les critères diagnostiques et recherches statistiques des troubles mentaux spécifiques du DSM-5, (Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux), un outil d'aide à la décision clinique basé sur les lignes directrices en psychiatrie et produit du matériel éducatif pour les patients, directement au point de services. Il s'agit d'un produit modulaire construit autour d'un générateur intelligent de notes-cliniques. De plus, cette coentreprise a acquis une licence exclusive concernant les droits de distribution du Prescripteur ZRx aux États-Unis.

De plus, depuis le 23 octobre 2012 la société détient 50 % des actions votantes et participantes dans la coentreprise EvEMR International qui a été mise sur pied pour la distribution des produits s'adressant aux professionnels en soins de santé comportementale à travers le monde.

Les actions ordinaires de ZoomMed inc. se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

L'adresse du siège social de la société est 6300 rue Auteuil, bureau 121, Brossard, Québec, Canada, J4Z 3P2.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

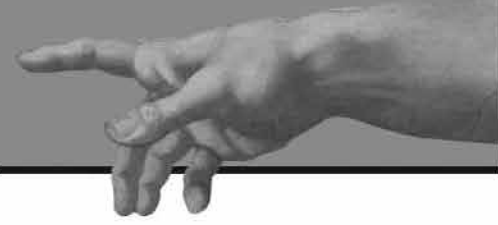
La société établit ses états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration de la société le 25 septembre 2013.

La préparation des états financiers consolidés est établie selon le principe de la continuité de l'exploitation de la société dans un avenir prévisible, c'est-à-dire que celle-ci sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses obligations et engagements dans le cours normal de ses activités.

La continuité des activités de la société dépend de la capacité à rentabiliser ses activités et à obtenir du financement ou des fonds auto générés supplémentaires. Ces fonds proviendront de l'émission d'actions, soit par placement public, privé ou par des alliances stratégiques ou d'autres sources de financement. Il n'est pas possible de prédire à ce stade si ces éléments vont se matérialiser.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

Les états financiers consolidés ne reflètent pas les ajustements qui devraient être apportés à la valeur comptable des actifs et des passifs au cas où la société serait incapable de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal de ses activités.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour d'autres bases d'évaluation, comme il est indiqué dans les notes concernées.

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de ZoomMed Inc. et de ses filiales ZoomMed Médical inc., Praxis Santé inc., 9205-1051 Québec inc. et ZoomMed USA inc.

Constatation des revenus

En général, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques iront à la société et que le montant peut être établi de façon fiable. Les produits des activités ordinaires comprennent la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre de services rendus dans le cours normal des activités de la société.

Les produits tirés de contrats annuels du réseau de communication ZoomMed sont comptabilisés linéairement sur la durée des ententes. En vertu de ces contrats, les paiements reçus d'avance sont comptabilisés à titre de revenus reportés à l'état consolidé de la situation financière, et ensuite à titre de revenus d'opération au fur et à mesure que le service est rendu.

Les revenus de licence sont constatés à la signature du contrat.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sur une base d'exercice selon la méthode du taux effectif.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après.

Leur classement dépend de l'objectif visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leur caractéristique et de leur désignation par la société. La comptabilisation à la date de règlement est utilisée.

Tous les actifs financiers, sauf ceux désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, sont soumis à un test de dépréciation annuel et dévalués lorsqu'il y a une indication de perte de valeur. La perte de valeur correspond à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur et elle est inscrite dans l'état consolidé du résultat net et global.

Le classement et l'évaluation des instruments financiers de la société sont effectués de la façon suivante :

Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net – Tous les instruments inclus dans cette catégorie répondent à la définition d'actifs financiers détenus à des fins de transaction. Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont des instruments qui sont détenus dans le but de les revendre à court terme. Les instruments classés dans cette catégorie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Ils sont évalués initialement et subséquemment à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net global dans les produits financiers ou les charges financières, et ce, dans la période au cours de laquelle ils surviennent. Les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés en résultat.

Prêts et créances – Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. La société inclut dans cette catégorie les comptes clients. Les instruments financiers inclus dans cette catégorie sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables. Par la suite, les prêts et créances sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

Autres passifs – Les instruments financiers inclus dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à la juste valeur et les coûts liés à la transaction sont déduits de cette juste valeur. Par la suite, les autres passifs sont évalués au coût amorti. La société inclut dans cette catégorie les comptes fournisseurs ainsi que la composante passif de la débenture convertible.

Instruments composés – Les composantes des instruments composés émis par la société sont classées séparément comme passifs financiers et capitaux propres selon la substance de l'entente contractuelle. À la date d'émission, la juste valeur de la composante passif est évaluée en appliquant le taux d'intérêt du marché alors en vigueur pour un instrument convertible similaire. Ce montant est comptabilisé comme passif au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif jusqu'à son extinction au moment de la conversion ou à la date d'échéance de l'instrument. La composante capitaux propres est déterminée en déduisant le montant de la composante passif de la juste valeur totale de l'instrument composé. Ce montant est comptabilisé dans les capitaux propres, déduction faite de l'incidence fiscale, et n'est pas réévalué par la suite. Les coûts de transaction liés à l'émission de la débenture convertible sont répartis aux composantes passif et capitaux propres proportionnellement aux valeurs comptables initiales. Les coûts de transaction liés à la composante de capitaux propres sont comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les coûts de transaction liés à la composante passif sont inclus dans la valeur comptable de la composante passif et sont amortis sur la durée de vie de la débenture selon la méthode de l'intérêt effectif.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des espèces en caisse, des soldes bancaires, des placements à court terme liquides dont l'échéance est de moins de 3 mois et du découvert bancaire, s'il y a lieu, qui sont classés dans la catégorie à la juste valeur par le biais du résultat net.

Participation dans des coentreprises

La société contrôle conjointement des entités distinctes lorsqu'elle détient une participation lui donnant droit de participer aux décisions stratégiques financières et opérationnelles correspondantes aux entités, mais que ces décisions imposent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

La société comptabilise sa participation dans les entités contrôlées conjointement en utilisant la méthode de la mise en équivalence. La méthode de la mise en équivalence est une méthode comptable selon laquelle la participation est initialement comptabilisée au coût et est ensuite ajustée pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de l'entreprise détenue.

Lors de l'acquisition de la participation, toute différence entre le coût de la participation et la quote-part de la société dans la juste valeur nette des actifs et des passifs identifiables de la coentreprise est comptabilisée comme suit :

- a) l'écart d'acquisition lié à la coentreprise est inclus dans la valeur comptable de la participation.
- b) tout excédent de la quote-part de la société dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de la coentreprise sur le coût de la participation est inclus comme produit dans la détermination de la quote-part de la société dans le résultat net de la coentreprise dans la période au cours de laquelle la participation est acquise.

La quote-part dans le résultat net des entreprises détenues est comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net et global.

Les profits et pertes non réalisés, résultant des transactions entre la société et ses entités contrôlées conjointement, sont éliminés à hauteur de la participation de la société dans les coentreprises.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées initialement au coût, incluant les frais d'acquisition, tous les frais attribuables directement à la préparation de l'actif avant de pouvoir être utilisés, moins les crédits d'impôt à l'investissement pour la recherche et le développement y afférents. Suite à la mesure initiale, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et la dépréciation.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée des actifs, tel qu'il est décrit ci-après :

	Méthode	Période
Mobilier	Linéaire	5 ans
Équipements informatiques	Linéaire	3 ans
Équipements de déploiement	Linéaire	3 ans
Améliorations locatives	Linéaire	5 ans

La société ventile le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation corporelle en des parties significatives et amortit séparément chacune de ces parties. Les valeurs résiduelles, le mode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revus chaque année et ajustés au besoin.

Les profits ou les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit de cession à la valeur comptable de l'actif et sont présentés dans les autres profits et pertes dans l'état consolidé du résultat net et global.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels de la société comprennent le site Web, les propriétés intellectuelles, les licences et droits d'utilisation, les frais de développement et les logiciels à durée d'utilité déterminée. Ces actifs sont immobilisés et amortis dans l'état consolidé du résultat net et global selon le mode d'amortissement linéaire sur leur durée d'utilité attendue de la façon suivante :

	Période
Site Web	3 ans
Logiciels	2 ans
Propriétés intellectuelles	10 ans
Licences et droits d'utilisation	3 ans
Frais de développement	3 ans

Les dépenses liées aux activités de développement qui ne satisfont pas aux conditions reconnues justifiant le report ainsi que les dépenses liées aux activités de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont engagées. Les frais de développement qui satisfont aux conditions reconnues justifiant le report sont inscrits à l'actif et amortis par voie d'imputation au résultat sur la période de réalisation des avantages estimés.

La propriété intellectuelle du Prescripteur ZRx est inscrite au coût et est amortie sur une période de dix ans depuis la date de commercialisation du produit, soit en novembre 2006. La propriété intellectuelle de PraxisLab est inscrite au coût et est amortie sur une période de dix ans depuis la date d'acquisition.

Les frais de développement du Prescripteur ZRx, composés du développement du réseau de communication ZoomMed et des nouvelles fonctionnalités qui s'ajoutent, en fonction des avantages économiques futurs, sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans à partir de la mise en opération. Les frais de développement de PraxisLab seront amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans à partir de la date de commercialisation.

Crédits d'impôt pour la recherche et le développement.

La société a droit à des crédits d'impôt pour la recherche et le développement scientifique. Les crédits d'impôt sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût. Selon cette méthode, les crédits d'impôt sont comptabilisés en réduction des charges ou des dépenses en immobilisations correspondantes dans la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées, pourvu qu'il existe une assurance raisonnable que les crédits d'impôt seront obtenus.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non courants ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis et sont soumis à un test de recouvrabilité chaque année. Les actifs non courants ayant une durée d'utilité déterminée sont soumis à un test de dépréciation lors d'événements ou de circonstances indiquant que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La direction doit estimer, à la date de clôture, s'il existe un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur comptable et une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Aux fins de la comptabilisation d'une perte de valeur, les actifs sont regroupés selon le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de trésorerie distinctes ou unités génératrices de trésoreries (UGT). Lors du calcul de la valeur d'utilité d'un actif ou d'un UGT, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés à la valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation avant impôts qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

Les actifs non courants à durée d'utilité déterminée qui ont subi une perte de valeur sont analysés aux fins d'une éventuelle reprise s'il y a eu un changement, depuis le dernier test de dépréciation, dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif ayant subi la perte de valeur. Toutefois, la valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur précédente, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, déduction faite des amortissements, si aucune perte de valeur initiale n'avait été comptabilisée pour cet actif.

Avantages incitatifs liés aux baux

Les avantages incitatifs liés aux baux sont constitués de l'écart entre la dépense de loyer répartie selon une formule systématique sur la durée du bail et le loyer minimal exigible, compte tenu d'avantages incitatifs.

Contrats de location simple

Les contrats de location en vertu desquels le bailleur conserve une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements au titre d'un contrat de location simple (moins les avantages reçus du bailleur) sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat net et global sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat.

Capitaux propres

Les actions ordinaires sont classées à titre de capital social présenté dans les capitaux propres à la valeur à laquelle elles ont été émises. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options d'achat d'actions sont comptabilisés en réduction des capitaux propres (à titre d'augmentation du déficit), déduction faite de toute incidence fiscale. Les transactions avec actionnaires sont présentées séparément dans les capitaux propres.

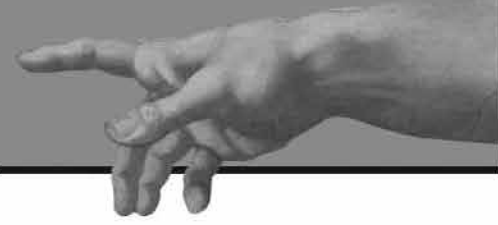
Impôts sur les bénéfices

La société comptabilise les impôts sur les bénéfices selon la méthode axée sur l'état de la situation financière. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont calculés selon les taux d'imposition dont on attend l'application au cours de l'exercice où l'actif s'est matérialisé ou le passif est réglé en se fondant sur les taux d'imposition (et les réglementations fiscales) qui sont adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation. Une provision pour moins-value est comptabilisée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs ne se matérialiseront pas.

Avantages du personnel

Les salaires, les cotisations aux régimes de retraite gouvernementale, les congés payés et les congés de maladie, les primes et les avantages non monétaires sont des avantages à court terme et ils sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle les salariés de la société ont rendu les services associés.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

Rémunération à base d'actions

La société offre un régime de rémunération à base d'actions. La société applique la méthode de comptabilisation à la juste valeur pour les options d'achat d'actions octroyées à ses dirigeants, administrateurs, employés et consultants. La juste valeur des options d'achat d'actions est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black & Scholes, et les charges de rémunération à base d'actions sont constatées à l'état consolidé du résultat net et global à la date d'attribution et sont portées au crédit du surplus d'apport.

Toute contrepartie reçue par la société lors de l'exercice des options d'achat d'actions est portée au crédit du capital social et la composante du surplus d'apport de la rémunération à base d'actions est transférée au capital social lors de l'émission des actions.

Conversion des comptes exprimés en devises

Monnaie de présentation et conversion des opérations en monnaies étrangères – Le dollar canadien est la monnaie de présentation de la société ainsi que la monnaie fonctionnelle de la société.

Les transactions en monnaie étrangère sont converties à la monnaie fonctionnelle respective des entités de la société aux taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères à la date de clôture sont reconvertis en monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à cette date. Toutes les différences sont comptabilisées en résultat net, à l'exception des éléments monétaires faisant partie de l'investissement net dans un établissement à l'étranger.

Établissements à l'étranger – Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date des transactions. La composante capitaux propres est convertie au taux d'origine en vigueur à la date de clôture. Les différences de conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la sortie de l'investissement net, où ils seront reclassés en résultat net.

Résultat net de base et dilué par action

Le résultat net de base et dilué par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. La société utilise la méthode du rachat d'actions pour déterminer l'effet dilutif des options et des bons de souscription en vue de calculer le résultat dilué par action. Selon cette méthode, le résultat net dilué par action doit être calculé selon la méthode du rachat d'actions, en présumant que tous les équivalents aux actions ordinaires ont été exercés au début de la période de déclaration ou de la période d'émission, selon le cas, et que les fonds en découlant ont été utilisés pour acheter des actions ordinaires de la société à la valeur moyenne à la cote des actions ordinaires au cours de la période.

Lorsque les fonds sont recueillis à la date d'émission des instruments dilutifs, le résultat net est retraité du montant net d'impôts des frais financiers relatifs à ces instruments. La conversion de la débenture convertible en actions ordinaires est anti-dilutive pour l'exercice 2013 et pour l'exercice 2012.

Le résultat net dilué par action est identique au résultat net de base par action en raison de l'effet anti-dilutif des options d'achat d'actions et des bons de souscription lorsque la société subit des pertes et/ou que les options d'achat d'actions et les bons de souscription sont émis à un cours supérieur au cours moyen du marché.

4. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR

Instruments financiers

En octobre 2010, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 9 « Instruments financiers » qui constitue l'achèvement du premier volet d'un projet en trois parties visant à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », par une nouvelle norme. Selon les récentes mises à jour apportées à IFRS 9, une entité qui choisit d'évaluer un passif à sa juste valeur devra présenter la part des variations de la juste valeur de ce passif qui est attribuable aux changements du risque de crédit propre à cette entité dans les autres éléments du résultat global ou dans la perte à l'état du résultat global plutôt que par le biais du résultat net.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

4. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR (SUITE)

Aussi, pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.

Cette norme s'appliquera aux états financiers des périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015. Son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société n'a pas encore évalué l'incidence que pourraient avoir ces nouvelles directives sur ses états financiers consolidés.

Entité publiante

En mai 2011, l'IASB a publié un ensemble de cinq normes portant sur le concept d'entité publiante, soit IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats », IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités », IAS 27 « États financiers individuels » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Consolidation – IFRS 10 remplace toutes les dispositions précédentes relatives au contrôle et à la consolidation énoncées dans IAS 27 « États financiers individuels » et dans la SIC-12 « Consolidation – Entités ad hoc ». IFRS 10 vient modifier la définition du contrôle et propose une définition unique de la notion de contrôle, qui se caractérise par le fait de détenir le pouvoir sur l'entité et d'être exposé ou de détenir des droits à des rendements variables de cette entité. Le pouvoir s'entend de la capacité de diriger les activités d'une façon qui puisse considérablement influencer sur les rendements. Les rendements doivent varier et peuvent être positifs ou négatifs, ou les deux.

Partenariats – IFRS 11 vient modifier la définition d'un accord conjoint de façon à ce qu'elle n'englobe que deux types d'accords : les activités conjointes et les coentreprises. Aux termes de cette norme, la méthode de la consolidation proportionnelle n'est plus permise pour comptabiliser les entités contrôlées conjointement, et le recours à la méthode de la mise en équivalence est obligatoire pour tous les participants à une coentreprise. Les entités prenant part à des activités conjointes utiliseront une méthode de comptabilisation très similaire à celle qui s'applique actuellement aux actifs conjoints ou aux activités conjointes.

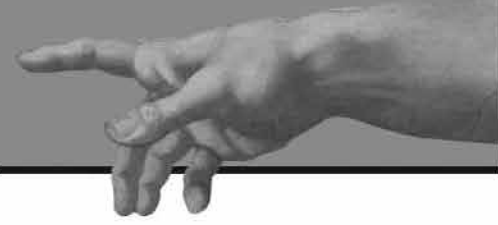
Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités – IFRS 12 établit les exigences en matière d'information à fournir s'appliquant aux entités assujetties aux dispositions d'IFRS 10 et d'IFRS 11, remplaçant de ce fait les exigences d'information énoncées dans IAS 28. Aux termes d'IFRS 12, les entités doivent fournir de l'information qui aide les utilisateurs des états financiers à évaluer la nature, les risques et l'incidence financière des participations de l'entité dans des filiales, des entreprises associées, des accords conjoints et des entités structurées non consolidées.

États financiers individuels – La révision de la norme IAS 27 retire les concepts maintenant contenus dans IFRS 10, pour ne retenir dans la norme IAS 27 que les concepts relatifs aux états financiers individuels.

Participations dans des entreprises associées et des coentreprises – Des modifications ont été apportées à la norme IAS 28 pour incorporer les changements provenant de la publication d'IFRS 10 et IFRS 11, incluant le fait que les coentreprises doivent maintenant toujours être comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.

Ces normes s'appliqueront aux périodes comptables ouvertes le ou à compter du 1^{er} janvier 2013 et leur adoption anticipée est autorisée. La société entend adopter ces nouvelles normes à compter de leur date d'entrée en vigueur. Elle étudie actuellement les effets éventuels de l'adoption de ces normes sur ses états financiers consolidés.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

4. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR (SUITE)

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». Cette norme améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. La norme IFRS 13 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société évalue actuellement l'incidence que pourrait avoir ces nouvelles directives sur ses états financiers consolidés.

5. ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats par nature incertains et susceptibles d'être modifiés. Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la société.

Durée d'utilité estimée

La direction estime la durée d'utilité des immobilisations corporelles en fonction de la période pendant laquelle elle s'attend à pouvoir utiliser les actifs. Le montant et l'échéancier des dotations aux amortissements afférentes aux immobilisations corporelles pour une période donnée sont touchés par les durées d'utilité estimées. Les estimations sont révisées au moins une fois l'an et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique et commerciale.

Actifs incorporels

Les valeurs attribuées aux actifs incorporels amortissables à durée d'utilité déterminée sont établies à partir d'estimations et d'hypothèses importantes.

Afin de déterminer si les actifs incorporels identifiables ont subi une perte de valeur après leur acquisition, la direction procède à des évaluations fondées sur des estimations comprenant notamment les flux de trésorerie futurs ajustés au risque. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après les prévisions de l'entité, la conjoncture et les perspectives commerciales et sont donc par nature fondées sur un jugement. Les hypothèses utilisées dans l'évaluation des pertes de valeur pourraient être modifiées par des événements futurs, ce qui pourrait affecter significativement les résultats d'opération futurs de la société en raison d'une augmentation des pertes de valeur, ou de leur reprise, ou d'ajustements aux charges d'amortissement.

Juste valeur des options d'achat d'actions

La direction doit faire preuve de jugement pour établir la juste valeur des options d'achat d'actions, notamment en ce qui concerne le choix d'un modèle d'établissement de prix, l'estimation de la volatilité du cours de l'action et la durée prévue des instruments sous-jacents. Tout changement visant les estimations ou les données utilisées pour déterminer la juste valeur pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'opération ou les autres composantes des capitaux propres de la société dans le futur.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

5. ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES (SUITE)

Aide gouvernementale

La société a le droit de recevoir une aide publique sous la forme de crédits d'impôt et de subventions pour la recherche et le développement. Le montant de cette aide publique est porté en réduction des dépenses correspondantes et du coût de l'actif acquis. Des crédits d'impôt sont accordés pour les dépenses de recherche et de développement admissibles, lesquelles comprennent les frais directs et indirects, ainsi qu'un montant raisonnable de frais généraux. Les subventions sont attribuées sous réserve du respect des termes et conditions des ententes connexes. L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société a rempli les exigences du programme de subvention approuvé ou, pour ce qui est des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront réalisés.

Continuité d'exploitation

L'évaluation de la capacité de la société de réaliser sa stratégie par le financement de ses besoins futurs en fonds de roulement implique de porter des jugements. La situation actuelle indique l'existence d'une incertitude susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. De plus amples informations au sujet de la continuité de l'exploitation sont présentées à la note 2.

6. DÉBITEURS

	2013	2012
	\$	\$
Comptes clients ⁽¹⁾	58 606	229 583
Comptes clients – Coentreprise ⁽¹⁾⁽²⁾	925 800	103 763
Crédits d'impôt à la recherche et au développement ⁽³⁾	400 000	125 000
	1 384 406	458 346

⁽¹⁾ Aucune dépréciation n'est nécessaire sur les comptes clients aux 31 mai 2013 et 2012.

La valeur nette comptable des créances en souffrance de la société est de 984 406 \$ (333 346 \$ en 2012) à la date de clôture. L'échéance de ces créances est détaillée dans le tableau suivant :

Classement des comptes clients:

	2013	2012
	\$	\$
0 à 30 jours	348 726	181 032
31 à 60 jours	326 032	107 780
61 à 90 jours	308 600	1 076
Plus de 90 jours	1 048	43 458
	984 406	333 346

⁽²⁾ La société a conclu avec la coentreprise EvEMR Inc., un accord de licence exclusive concernant les droits de distribution, de licence et de sous-licence du Prescripteur ZRx aux États-Unis. EvEMR s'est engagé à verser à ZoomMed, une somme en espèces de 1 500 000 \$ US en cinq (5) versements mensuels égaux et consécutifs de 300 000 \$ US. Au 31 mai 2013, un solde de 925 800 \$ CDN (103 763 \$ CDN en 2012) était à recevoir.

⁽³⁾ Le montant réel qui sera alloué sera connu une fois que la réclamation sera approuvée par l'Agence du Revenu du Québec. Il est donc possible que le montant accordé diffère du montant comptabilisé aux livres.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Mobilier	Équipements Informatiques	Équipements de déploiement	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût					
Solde au 1 ^{er} juin 2012	149 698	210 358	1 702 018	61 586	2 123 660
Acquisitions	1 094	9 847	13 091	-	24 032
Cessions	-	(6 718)	(163 564)	-	(170 282)
Solde au 31 mai 2013	150 792	213 487	1 551 545	61 586	1 977 410
Amortissement cumulé					
Solde au 1 ^{er} juin 2012	142 030	185 590	1 515 564	60 579	1 903 763
Amortissements	4 899	16 530	128 948	1 007	151 384
Cessions	-	(8 665)	(160 444)	-	(169 109)
Solde au 31 mai 2013	146 929	193 455	1 484 068	61 586	1 886 038
Valeur nette comptable au 31 mai 2013	3 863	20 032	67 477	-	91 372

	Mobilier	Équipements informatiques	Équipements de déploiement	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût					
Solde au 1 ^{er} juin 2011	148 038	230 538	1 776 721	61 586	2 216 883
Acquisitions	1 660	7 043	46 462	-	55 185
Cessions	-	(27 223)	(121 165)	-	(148 388)
Solde au 31 mai 2012	149 698	210 358	1 702 018	61 586	2 123 660
Amortissement cumulé					
Solde au 1 ^{er} juin 2011	127 541	186 179	1 404 570	57 558	1 775 848
Amortissements	14 489	22 960	224 052	3 021	264 522
Cessions	-	(23 549)	(113 058)	-	(136 607)
Solde au 31 mai 2012	142 030	185 590	1 515 564	60 579	1 903 763
Valeur nette comptable au 31 mai 2012	7 668	24 768	186 454	1 007	219 897

8. ACTIFS INCORPORELS

	Site Web	Logiciels	Licences et droits d'utilisation	Propriétés Intellectuelles	Frais de développement (2)	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût						
Solde au 1 ^{er} juin 2012	26 200	4 322	175 000	3 417 736	2 693 893	6 317 151
Acquisitions	-	-	-	-	390 790	390 790
Solde au 31 mai 2013	26 200	4 322	175 000	3 417 736	3 084 683	6 707 941
Amortissement cumulé						
Solde au 1 ^{er} juin 2012	26 200	4 322	175 000	1 385 139	1 700 541	3 291 202
Amortissements	-	-	-	341 773	49 803	391 576
Solde au 31 mai 2013	26 200	4 322	175 000	1 726 912	1 750 344	3 682 778
Valeur nette comptable au 31 mai 2013	-	-	-	1 690 824	1 334 339	3 025 163



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

8. ACTIFS INCORPORELS (SUITE)

	Site Web	Logiciels	Licences et droits d'utilisation	Propriétés Intellectuelles	Frais de développement ⁽¹⁾⁽²⁾	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût						
Solde au 1 ^{er} juin 2011	26 200	4 322	175 000	3 417 736	2 221 807	5 844 865
Acquisitions	-	-	-	-	619 789	619 789
Crédits R&D	-	-	-	-	(147 503)	(147 503)
Solde au 31 mai 2012	26 200	4 322	175 000	3 417 736	2 693 893	6 317 151
Amortissement cumulé						
Solde au 1 ^{er} juin 2011	26 200	4 322	175 000	1 043 365	1 651 092	2 899 979
Amortissements	-	-	-	341 774	49 449	391 223
Solde au 31 mai 2012	26 200	4 322	175 000	1 385 139	1 700 541	3 291 202
Valeur nette comptable au 31 mai 2012	-	-	-	2 032 597	993 352	3 025 949

(1) Au cours de l'exercice 2012, 147 503 \$ de crédits d'impôt ont été portés en réduction du coût des frais de développement.

(2) Les frais de développement de 3 084 683 \$ incluent un montant de 193 069 \$ lié aux frais de développement de PraxisLab provenant d'acquisition d'entreprises dont la valeur nette comptable correspondante est toujours de 193 069 \$ au 31 mai 2013, (193 069 \$ au 31 mai 2012).

9. PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES

a) EvEMR Inc.

La coentreprise Américaine EvEMR inc., basée à Washington D.C., commercialise à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale.

Au 31 mai 2013, la société détient 50 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR. Au 31 mai 2012, la société détenait 40 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.

Le 22 avril 2013, la société a conclu avec EvEMR, un accord de licence exclusive concernant les droits de distribution, de licence et de sous-licence du Prescripteur ZRx aux États-Unis. En contrepartie de l'octroi de cette licence, EvEMR s'est engagée à verser à ZoomMed, un somme en espèce de 1 500 000 US\$, a émis à ZoomMed deux millions (2 000 000) d'actions privilégiées pour une valeur de 2 millions US\$, ainsi que deux millions (2 000 000) d'actions participantes additionnelles du capital-actions de EvEMR, représentant une participation supplémentaire de 10% de l'intérêt économique total dans EvEMR.

Les montants globaux respectifs des actifs courants, actifs non courants, passifs courants, passifs non courants, produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR sont les suivants :

	2013	2012
	\$	\$
Actif courant	552 153	4 000
Actif non courant	2 529 925	41 505
Total de l'actif	3 082 078	45 505



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

9. PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES (SUITE)

	2013	2012
	\$	\$
Passif courant	494 236	41 505
Passif non courant	645 388	-
Total du passif	1 139 622	41 505
Actif net	1 942 456	4 000
Quote-part du profit non réalisé à la vente d'une licence	(1 600 728)	-
Amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence	44 465	-
Écart d'acquisition	51 852	-
Participation dans une coentreprise	438 045	4 000
Total des produits	-	-
Total des charges	118 035	-
Total du résultat de la période	(118 035)	-
Quote-part du profit non réalisé à la vente d'une licence	(1 600 728)	-
Amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence	44 465	-
Quote-part du résultat net dans une coentreprise	(1 674 298)	-

b) EvEMR International

Depuis le 23 octobre 2012 la société détient 50 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR International qui a été mise sur pied pour la distribution des produits s'adressant aux professionnels en soins de santé comportementale à travers le monde. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.

Les montants globaux respectifs des actifs courants, actifs non courants, passifs courants, passifs non courants, produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR International sont les suivants :

	2013	2012
	\$	\$
Actif courant	56 952	-
Actif non courant	132 236	-
Total de l'actif	189 188	-
Passif courant	608	-
Passif non courant	188 580	-
Total du passif	189 188	-
Actif net	-	-
Total des produits	4 365	-
Total des charges	(4 365)	-
Total du résultat de la période	-	-
Participation dans une coentreprise	-	-



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

10. CRÉDITEURS

	2013	2012
	\$	\$
Fournisseurs et charges à payer	324 068	220 856
Salaires et déductions à la source	357 376	341 559
Taxes de vente	2 355	132 628
	683 799	695 043

11. DÉBENTURE CONVERTIBLE

Le 30 septembre 2011, la société a émis une débenture convertible garantie pour un montant nominal de 1 500 000 \$, et cette débenture est convertible à la seule discrétion de son détenteur en actions ordinaires du capital social de la société sur la base d'une action ordinaire par 0,15 \$ du montant principal de la débenture convertible. De plus, 10 000 000 bons de souscription ont été émis. Chaque bon de souscription permettra à son détenteur d'acquiescer une action ordinaire au prix de 0,15 \$ par action pour une période de 24 mois suivant la date de clôture. La débenture convertible viendra à échéance 24 mois suivant la date de clôture ou à une date antérieure, telle que déterminée selon le mécanisme de rachat. Sujet à certaines conditions, la débenture est remboursable avant terme, en tout ou en partie, par la société suivant un préavis écrit de 30 jours au souscripteur et à la suite duquel le souscripteur peut choisir d'exercer son droit de conversion en tout ou en partie. La débenture convertible porte un intérêt nominal au taux de 15 % par année et vient à échéance en septembre 2013. La débenture convertible est garantie par une hypothèque mobilière sur les actifs de la société et une note promissoire. Voir la description sommaire de l'offre de renouvellement décrite à la note 22.

Le produit net tiré de l'émission de la débenture convertible a été séparé en une composante passif et une composante capitaux propres, qui représente le montant résiduel attribuable à l'option de conversion du passif en capitaux propres de la société, comme le montre le tableau suivant :

Produit brut de l'émission	1 500 000 \$
Juste valeur de la composante passif à la date d'émission pour un instrument financier similaire non assorti d'un privilège de conversion	(1 425 797)
Juste valeur de la composante capitaux propres	74 203 \$

Les frais d'émission ont été alloués de façon proportionnelle entre la composante passif et la composante capitaux propres. La composante passif de 1 262 140 \$, nette des frais d'émission de 163 657 \$, est mesurée à un coût amorti utilisant la méthode du taux effectif de 25,35 %. La composante capitaux propres de 65 686 \$ nette des frais d'émission de 8 517 \$ est libellée sous composante capitaux propres de la débenture convertible dans les capitaux propres.

La charge d'intérêt sur cet emprunt est calculée par application d'un taux d'intérêt effectif de 25,35 %. La composante passif est évaluée au coût amorti. L'écart entre la valeur comptable de la composante passif à la date d'émission de 1 262 140 \$ et le montant présenté dans l'état consolidé de la situation financière au 31 mai 2013 de 1 452 178 \$ (1 329 028 \$ au 31 mai 2012) représente le taux d'intérêt effectif moins les intérêts payés à cette date.

12. INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS

	2013	2012
	\$	\$
a) Chiffre d'affaires :		
Revenus d'opération	4 212 267	2 618 451
Licence du prescripteur à durée de vie indéfinie – marché américain	3 645 970	-
	7 858 237	2 618 451





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

12. INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS (SUITE)

	2013	2012
	\$	\$
b) Frais de vente :		
Frais de vente	303 789	671 949
Salaires et charges sociales	479 929	565 132
Amortissement des immobilisations corporelles	4 280	8 263
	787 998	1 245 344
c) Frais d'administration :		
Frais d'administration	679 377	843 158
Rémunération à base d'action	153 200	229 890
Salaires et charges sociales	561 381	604 706
Amortissement des immobilisations corporelles	9 597	15 661
	1 403 555	1 693 435
d) Frais d'opération :		
Frais d'opération	75 114	60 170
Salaires et charges sociales	658 269	958 884
Amortissement des immobilisations corporelles	133 227	232 315
	866 610	1 251 369
e) Frais de développement :		
Frais de développement	329 930	74 727
Salaires et charges sociales	1 003 643	808 047
Crédits d'impôt à la recherche et au développement	(400 000)	-
Amortissement des immobilisations corporelles	4 280	8 263
Amortissement des actifs incorporels	391 576	391 223
	1 329 429	1 282 260
f) Frais financiers :		
Intérêts et frais bancaires	24 196	14 882
Intérêts sur débenture convertible	348 150	216 888
	372 346	231 770

13. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Au 31 mai 2013, le solde des engagements contractuels en vertu de baux et de contrats de location-exploitation s'établit à 562 757 \$.

Les loyers minimaux pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

	2014	2015	2016	2017	2018
	\$	\$	\$	\$	\$
Loyer – Siège Social	124 698	114 655	-	-	-
Loyer – Toronto	65 242	65 242	66 796	67 315	16 829
Imprimantes multifonctions	10 495	10 495	10 495	10 495	-
	200 435	190 392	77 291	77 810	16 829



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

14. CAPITAL SOCIAL

a) Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires votantes, participantes et sans valeur nominale.

b) Déclaré

	2013	2012
	\$	\$
130 474 687 actions ordinaires au 31 mai 2013 et au 31 mai 2012	25 438 120	25 438 120

c) Transaction de l'exercice 2013

Aucune transaction n'a eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 mai 2013.

d) Transactions de l'exercice 2012

Aucune transaction n'a eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 mai 2012.

e) Détail du capital social

	Nombre	Déclaré \$
Solde au 31 mai 2013 et au 31 mai 2012	130 474 687	25 438 120

15. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les actionnaires de la société ont adopté une résolution approuvant le régime d'options d'achat d'actions variable de 10 % lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 23 novembre 2012. Le régime d'options d'achat d'actions prévoit que les modalités et conditions des options et le prix de levée des options seront déterminés par les administrateurs sous réserve des restrictions de prix et autres exigences imposées par la Bourse. L'attribution d'options d'achat d'actions octroyées par le régime ne peut excéder une période de cinq ans et le prix d'exercice doit être acquitté en entier avant l'émission des actions.

Le tableau suivant dresse un sommaire de l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos le 31 mai 2013 et le 31 mai 2012 :

	Options	Prix de levée moyen pondéré \$
Solde au 1^{er} juin 2011	10 194 000	0,29
Octroyées	4 740 000	0,15
Annulées	(5 681 500)	0,36
Solde au 31 mai 2012	9 252 500	0,18
Octroyées	3 830 000	0,10
Annulées	(245 000)	0,18
Solde au 31 mai 2013	12 837 500	0,15

Les tableaux suivants résumant les renseignements sur les options d'achat d'actions pour les exercices clos le 31 mai 2013 et le 31 mai 2012 :





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

15. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (SUITE)

a) Au 31 mai 2013

Nombre	Options en circulation			Options pouvant être levées	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Juste valeur moyenne pondérée	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$	\$		\$
2 140 000	5	0,20	0,10	2 140 000	0,20
100 000	15	0,32	0,14	100 000	0,32
2 322 500	31	0,20	0,12	2 322 500	0,20
35 000	31	0,20	0,12	35 000	0,20
4 410 000	42	0,15	0,05	4 410 000	0,15
3 830 000	50	0,10	0,04	3 830 000	0,10
12 837 500	36	0,15	0,07	12 837 500	0,15

Transaction de l'exercice clos le 31 mai 2013

En juillet 2012, la société a octroyé 3 830 000 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 3 830 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,10 \$ l'action pour une période de cinq ans.

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice clos le 31 mai 2013 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

Date	20 juillet 2012
Quantité	3 830 000
Valeur de l'action	0,045 \$
Rendement prévu de l'action	Néant
Volatilité prévue	158 %
Taux d'intérêt sans risque	1,15 %
Durée prévue	60 mois

Le coût de rémunération à base d'actions pour le régime représente une charge non récurrente de 153 200 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013.

b) Au 31 mai 2012

Nombre	Options en circulation			Options pouvant être levées	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Juste valeur moyenne pondérée	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$	\$		\$
2 205 000	17	0,20	0,10	2 205 000	0,20
100 000	27	0,32	0,14	100 000	0,32
2 382 500	43	0,20	0,12	2 382 500	0,20
35 000	43	0,20	0,12	35 000	0,20
4 530 000	54	0,15	0,05	4 530 000	0,15
9 252 500	42	0,18	0,08	9 252 500	0,18

Transaction de l'exercice clos le 31 mai 2012

En novembre 2011, la société a octroyé 4 740 000 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 4 740 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,15 \$ l'action pour une période de cinq ans.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

15. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (SUITE)

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice clos le 31 mai 2012 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

Date	30 novembre 2011
Quantité	4 740 000
Valeur de l'action	0,075 \$
Rendement prévu de l'action	Néant
Volatilité prévue	100 %
Taux d'intérêt sans risque	1,46 %
Durée prévue	60 mois

Le coût de rémunération à base d'actions pour le régime représente une charge non récurrente de 229 890 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012.

16. BONS DE SOUSCRIPTION

Le tableau suivant dresse un sommaire de l'évolution de la situation des bons de souscription pour les exercices clos le 31 mai 2013 et le 31 mai 2012 :

	Bons	Prix de levée moyen pondéré	Valeur
		\$	\$
Solde au 1 ^{er} juin 2011	8 711 768	0,17	768 676
Bons de souscription octroyés aux détenteurs de la débenture	10 000 000	0,15	-
Solde au 31 mai 2012	18 711 768	0,16	768 676
Bons de souscription expirés	(8 711 768)	0,17	(768 676)
Solde au 31 mai 2013	10 000 000	0,15	-

a) Transactions de l'exercice clos le 31 mai 2013

Le 8 février 2013, 6 941 961 bons de souscription, à un prix d'exercice de 0,17 \$, sont venus à échéance. Les bons de souscription ont été annulés et la valeur comptable globale, soit 624 082 \$, a été transférée au surplus d'apport.

Le 28 mars 2013, 1 769 807 bons de souscription, à un prix d'exercice de 0,17 \$ sont venus à échéance. Les bons de souscription ont été annulés et la valeur comptable globale, soit 144 594 \$, a été transférée au surplus d'apport.

Le tableau suivant résume les renseignements sur les bons de souscription des investisseurs publics et des placeurs pour compte en circulation au 31 mai 2013 :

Bons en circulation			
Nombre	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Juste valeur moyenne pondérée
		\$	\$
10 000 000	4	0,15	-





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

16. BONS DE SOUSCRIPTION (SUITE)

b) Transactions de l'exercice clos le 31 mai 2012

Le 30 septembre 2011, dans le cadre de la débenture convertible, la société a émis 10 000 000 bons de souscription. Chaque bon de souscription permettra à son détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,15 \$ par action pour une période de 24 mois suivant la date de clôture.

Le tableau suivant résume les renseignements sur les bons de souscription des investisseurs publics et des placeurs pour compte en circulation au 31 mai 2012 :

Bons en circulation			
Nombre	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Juste valeur moyenne pondérée
		\$	
6 427 742	9	0,17	0,09
514 219	9	0,17	0,08
1 638 710	10	0,17	0,09
131 097	10	0,17	0,08
10 000 000	16	0,15	-
18 711 768	13	0,16	0,04

La juste valeur des bons de souscription des investisseurs publics et des placeurs pour comptes en circulation a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

Date	28 mars 2011	28 mars 2011	9 février 2011	9 février 2011
Quantité	1 638 710	131 097	6 427 742	514 219
Valeur de l'action	0,17 \$	0,17 \$	0,18 \$	0,18 \$
Rendement prévu de l'action	Néant	Néant	Néant	Néant
Volatilité prévue	90 %	90 %	90 %	90 %
Taux d'intérêt sans risque	1,75 %	1,75 %	1,87 %	1,87 %
Durée prévue	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois

17. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Actifs financiers	2013		2012	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	365 824	365 824	1 464 714	1 464 714
Prêts et créances	984 406	984 406	194 472	194 472
Passifs financiers				
Autres passifs	139 251	139 251	94 725	94 725
Débenture convertible	1 486 086	1 452 178	1 447 981	1 329 028

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des prêts et créances et des autres passifs correspond approximativement à leur valeur comptable du fait que ces instruments financiers ont des échéances relativement brèves.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

17. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La société répartit ses actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur selon une hiérarchie qui se compose de trois niveaux et qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser leur évaluation. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 – Les prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Un marché actif pour un actif ou un passif est un marché dans lequel les transactions pour un actif ou un passif surviennent avec une fréquence et un volume suffisant pour fournir de l'information sur les prix sur une base continue.

Niveau 2 – Les données d'entrée observables, autres que les prix cotés visés au niveau 1, tels que les prix cotés pour des actifs ou des passifs similaires; les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas des actifs, ou d'autres données d'entrée qui sont observables ou qui peuvent être corroborés par des données de marché observables pour la presque totalité de la durée de vie des actifs ou des passifs.

Niveau 3 – Les données d'entrée qui sont fondées sur très peu de données de marché ou qui ne sont fondées sur aucune donnée de marché et qui sont importantes pour établir la juste valeur des actifs ou des passifs.

Au 31 mai 2013 et au 31 mai 2012, les seuls instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière sont composés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et ils ont tous été classés au niveau 1.

18. RISQUES ET INCERTITUDES

La société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. La société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de taux d'intérêt, au risque du marché, au risque de liquidité et au risque de personnel clé.

a) Risques associés aux instruments financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière pour la société si un débiteur manque à son obligation. Ce risque provient principalement du crédit que la société consent à ses clients dans le cours normal de ses activités.

Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et l'état consolidé de la situation financière tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas significatif.

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises.

Dans le cours normal de ses opérations, la société est exposée au risque lié aux variations de taux de change du dollar américain.

Au 31 mai 2013, la société détient les soldes suivants en dollar américain convertis : encaisse : 290 603 \$ et comptes clients : 925 800 \$. Au 31 mai 2012, aucun montant n'était en dollar américain converti.

Le tableau suivant présente les détails de la sensibilité de la société à une augmentation et à une diminution de 10 % de la devise étrangère par rapport à la monnaie canadienne. L'analyse tient uniquement compte des éléments monétaires libellés en devises en cours et permet d'ajuster leur conversion au 31 mai de chaque exercice.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

18. RISQUES ET INCERTITUDES (SUITE)

	Effet d'une variation de la devise U.S. par rapport au dollar canadien			
	Augmentation de 10 %		Diminution de 10 %	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Licence du prescripteur (3 645 970 \$)	4 010 568	-	3 281 373	-

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est présent en période de fluctuation des taux et lorsque des écarts sont prévus dans l'appariement des flux monétaires entre les actifs et les passifs.

La société n'a pas de dette qui porte intérêt à des taux variables. De plus, elle investit en partie ses liquidités, à taux garanti, dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations liées aux passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement en regard de ses créanciers et de sa dette convertible.

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le Prescripteur ZRx, PraxisLab et le réseau de communication ZoomMed.

b) Autres risques

Risque du marché

Les rendements futurs de la société dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

Risque du personnel clé

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de la société. Elle est d'avis qu'elle a réussi à recruter de l'excellent personnel pour l'aider à atteindre ses objectifs, mais avec la croissance de ses activités, il est possible qu'elle ait besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de la recherche et développement, ainsi que de la mise en marché. Bien que la société croie qu'elle pourra attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

19. GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, la société a pour objectif, depuis le début de ses opérations, la continuité de son exploitation afin de poursuivre le développement et la commercialisation du Prescripteur ZRx, de PraxisLab et du réseau de communication ZoomMed, de protéger ses actifs, tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires. La société n'est soumise à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital. Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société a plusieurs possibilités, détaillées à la note 18.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

19. GESTION DU CAPITAL (SUITE)

La société définit son capital comme étant le total des capitaux propres et de la débenture convertible. Les capitaux propres (2 158 988 \$ au 31 mai 2013 et 581 787 \$ au 31 mai 2012) sont composés du capital social, de la composante capitaux propres de la débenture convertible, des bons de souscription, du surplus d'apport et du déficit. La débenture convertible totalise 1 452 178 \$ au 31 mai 2013 et 1 329 028 \$ au 31 mai 2012. L'augmentation du capital de 1 700 351 \$ au cours de l'exercice clos le 31 mai 2013 est expliquée principalement par le bénéfice de l'exercice.

20. IMPÔTS

La charge d'impôts sur les bénéfices diffère du montant d'impôts par application des taux statutaires pour les raisons suivantes :

	2013	2012
	\$	\$
Impôts au taux d'imposition applicable de 26,90 % (27,78 % en 2012)	383 056	(857 215)
Incidences fiscales des charges non déductibles	80 085	70 976
Écart entre les taux canadiens prévus par la loi et ceux applicables aux filiales à l'étranger	(15 462)	-
Pertes non prises en compte aux fins fiscales	245 417	822 037
Avantage d'impôt découlant de pertes opérationnelles non constatées antérieurement	(1 254 896)	(31 332)
Création et résorption de différences temporelles	143 165	(4 466)
Profit reporté à la vente d'une licence	418 635	-
Total	-	-

Les impôts futurs se détaillent comme suit :

	2013	2012
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs		
Pertes fiscales reportables	4 888 547	5 959 350
Frais de financement reportés	71 598	128 232
Excédent de l'amortissement comptable sur l'amortissement fiscal	935 735	899 302
Frais de développement capitalisés	453 837	246 311
Profit reporté à la vente d'une licence	418 635	-
	6 768 352	7 233 195
Passifs d'impôts futurs		
Propriété intellectuelle	159 156	204 629
	159 156	204 629
Actifs d'impôts futurs nets	6 609 196	7 028 566
Moins : provision pour moins-value	6 609 196	7 028 566
Actifs d'impôts futurs constatés	-	-

De plus, la société a des crédits d'impôt inutilisés de 850 016 \$ (621 361 \$ net d'impôt) au 31 mai 2013, 556 685 \$ au 31 mai 2012 (402 037 \$ net d'impôt).

Les pertes fiscales à reporter au 31 mai 2013 s'élèvent à 18 367 378 \$ au fédéral et 17 928 071 \$ au provincial. Depuis 2009, la société a un bureau d'affaires en Ontario. De plus, la société a encouru des pertes aux États-Unis totalisant 118 035 \$.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

20. IMPÔTS (SUITE)

Les pertes fiscales expireront comme suit :

Année	Fédéral	Provincial Québec
	\$	\$
2027	171 607	167 803
2028	3 336 573	3 062 550
2029	4 634 592	4 549 931
2030	3 695 314	3 662 997
2031	3 038 657	3 015 472
2032	2 753 819	2 732 502
2033	736 816	736 816
	18 367 378	17 928 071

21. PARTIES LIÉES

a) Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la société, y compris les administrateurs et certains cadres. Les principaux dirigeants participent au régime d'options d'achat d'actions. La rémunération salariale des principaux dirigeants pour l'exercice clos le 31 mai 2013 totalise 476 923 \$ (561 539 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012). De plus, le 20 juillet 2012, 1 350 000 options d'achat d'actions à un prix d'exercice de 0,10 \$ pour une période de 5 ans ont été octroyées à ces principaux dirigeants et représentent un coût de rémunération à base d'actions de 54 000 \$ (33 465 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012).

b) Opérations entre sociétés liées

Un administrateur de la société est associé d'un cabinet d'avocats qui a agi à titre de conseiller juridique de la société. Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2013 un montant de 23 736 \$ (38 223 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012) a été versé au cabinet d'avocats.

Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2013, la société a reçu d'une coentreprise 1 342 388 \$ (103 763 \$ en 2012) à titre d'honoraires et 3 645 970 \$ pour la vente d'une licence du prescripteur. Au 31 mai 2013, les débiteurs incluent une somme de 925 800 \$ (103 763 \$ en 2012) relativement à ces opérations.

Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2012, la société a versé des honoraires professionnels totalisant 64 890 \$ à une société détenue par un actionnaire et administrateur de la société. Aucune somme n'est due pour les exercices clos les 31 mai 2013 et 2012.

Termes et conditions des opérations entre parties liées

Les soldes à la fin de la période sont non garantis et sans intérêts, le règlement se fait au comptant. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour aucun recevable ou payable entre les parties liées. Pour les exercices clos les 31 mai 2013 et 31 mai 2012, la société n'a comptabilisé aucune dépréciation à l'égard des recevables dus par des parties liées. Cette évaluation est faite à chaque période financière en examinant l'état financier de la partie liée et le marché dans lequel la partie liée exerce ses activités.

Ces transactions ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2013 ET 31 MAI 2012

22. ÉVÈNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 30 août 2013, la société a obtenu une offre de renouvellement de la débenture actuelle pour un terme additionnel de 15 mois. La date d'échéance sera le 31 décembre 2014 et le taux d'intérêt sera 17 %. Cette débenture est sujette à une prime en actions et/ou bons de souscription conformément aux règles en vigueur de la politique 5.1 de la Bourse de croissance TSX.

23. INFORMATION SECTORIELLE

La société est organisée en deux secteurs primaires qui sont les zones géographiques Canada et États-Unis.

Informations relatives aux principaux clients

Les produits des activités ordinaires résultant de transactions avec trois clients franchissent un seuil de 10 % des produits des activités ordinaires. Ces trois clients représentent respectivement 807 231 \$, 834 383 \$ et 1 342 388 \$ des revenus totaux de la société pour l'exercice clos le 31 mai 2013. Pour l'exercice clos le 31 mai 2012, les produits des activités ordinaires résultant de transactions avec deux clients franchissaient un seuil de 10 % des produits des activités ordinaires. Ces deux clients représentaient respectivement 580 818 \$ et 827 364 \$ des revenus totaux de la société.

En 2013, les produits des activités ordinaires provenant de plusieurs clients du secteur Canada de la société représentant approximativement 2 869 879 \$ ou 37 % (2 514 688 \$ ou 96 % en 2012) par rapport au total de ses produits des activités ordinaires.

Informations relatives aux produits

Les produits provenant de clients externes, présentés précédemment, proviennent de la vente d'une licence du prescripteur, des contrats signés auprès des compagnies pharmaceutiques et des honoraires de développement. Ils peuvent être analysés selon les regroupements suivants :

	2013	Canada	États-Unis	Total
Produits				
Produit des opérations		2 869 879	1 342 388	4 212 267
Produit de licence		-	3 645 970	3 645 970
Total des produits		2 869 879	4 988 358	7 858 237
	2012	Canada	États-Unis	Total
Produits				
Produit des opérations		2 514 688	103 763	2 618 451

24. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice 2012 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2013. Le reclassement a consisté à répartir la dépense d'amortissement dans la fonction correspondante. Pour l'exercice 2012 le montant global de 655 745 \$ a été réparti comme suit :

	2012
	\$
Frais de vente	8 263
Frais d'administration	15 681
Frais d'opération	232 315
Frais de développement	399 486
	655 745





RENSEIGNEMENTS CORPORATIFS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Bruno Floriani ⁽²⁾

Administrateur, président du comité des ressources humaines

Micheline Luneau ^{(1) (2)}

Administratrice

André Marmet

Administrateur

Yves Marmet

Administrateur, président du conseil, président et chef de la direction

Nicholas Matziorinis ⁽¹⁾

Administrateur, président du comité d'audit

Marie-Hélène Pinard ^{(1) (2)}

Administratrice, secrétaire et chef des finances

Robert Powell

Administrateur

⁽¹⁾ Membre du comité d'audit

⁽²⁾ Membre du comité des ressources humaines

SIÈGE SOCIAL ET DIRECTION GÉNÉRALE

6300, rue Auteuil, suite 121
Brossard (Québec), J4Z 3P2

Téléphone : 450.678.5457
Télécopieur : 450.678.9650
Courriel : info@zoommed.com
Site Internet : www.zoommed.com

BUREAU TORONTO

600, Cochrane Drive, suite 110
Markham (Ontario), L3R 5K3

Téléphone : 905.470.7447
Télécopieur : 905.470.7497

BOURSE

Les actions sont inscrites à la bourse de croissance TSX
Symbole boursier : ZMD

AUDITEURS

Mazars Harel Drouin, S.E.N.C.R.L.
215, rue St-Jacques, bureau 1200
Montréal (Québec), H2Y 1M6

CONSEILLERS JURIDIQUES

Séguin Racine, Avocats
3030, boul. Le Carrefour, bureau 1002
Laval (Québec), H7T 2P5

&

Lapointe Rosenstein Marchand Melançon, S.E.N.C.R.L.
1250, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1400
Montréal (Québec), H3B 5A9

AGENT DE TRANSFERT

Services aux Investisseurs Computershare inc.
1500, rue Université, bureau 700
Montréal (Québec), H3A 3S8

ASSEMBLÉE DES ACTIONNAIRES

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le 22 novembre 2013 à 10:00
Centre Sheraton, Montréal

RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES ET LES INVESTISSEURS

Les actionnaires, les investisseurs institutionnels, les courtiers, les analystes en valeurs mobilières ou toutes autres personnes qui désirent recevoir des renseignements financiers, des éclaircissements ou des exemplaires du rapport annuel ou de la notice annuelle de **ZoomMed** doivent écrire à :

Service des relations avec les investisseurs et les actionnaires
6300, rue Auteuil, suite 121
Brossard (Québec), J4Z 3P2

Courriel : info@zoommed.com





*Le réseau de communication des
professionnels de la santé au service du patient*



